

ATTAQUE CONTRE UNE MOSQUÉE
À LONDRES :

L'Algérie condamne fermement "une agression terroriste haineuse" (MAE)

P. 24

ALGÉRIE - LIBYE

L'Algérie accorde une nouvelle aide humanitaire aux populations libyennes des municipalités frontalières de Ghât, Oubari et Ghadamès (MAE)

P. 24

COMMUNICATION

M. Kaouane s'entretient avec les ambassadeurs des USA et du Canada

P. 24

LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT AUJOURD'HUI DEVANT L'APN

Le gouvernement déterminé à consolider les acquis sociaux dans un esprit d'équité et de justice sociale



Les acquis sociaux seront consolidés dans un esprit «d'équité et de justice sociale» en soutenant et en accompagnant les catégories défavorisées et fragiles de la société, selon le Plan d'action du gouvernement qui sera présenté aujourd'hui devant les députés de

l'Assemblée populaire nationale (APN). «Si le gouvernement est résolument engagé dans la diversification de l'économie nationale pour la rendre de moins en moins dépendante des hydrocarbures, il est encore plus déterminé à consolider les acquis sociaux dans un esprit

d'équité et de justice sociale en soutenant et en accompagnant les catégories défavorisées et fragiles de la société à travers la mise en place progressive de nouveaux mécanismes permettant le ciblage efficace des catégories éligibles aux aides de l'Etat», note le document. **Pp. 4-5-6**

SOLIDARITÉ DURANT
LE MOIS DE RAMADHAN

M. Bedoui l'a annoncé hier à Tipasa : près de 2 millions de «couffins» distribués

P. 3

La DGSN lance un concours de recrutement et de formation de lieutenants de police

P. 3

DGSN Arrestation de plus de 2.800 individus impliqués dans divers crimes durant le mois de mai

P. 3

ALGÉRIE POSTE : Ouverture nocturne des agences pendant la dernière semaine du Ramadhan

P. 3

SANTÉ

COURIR réparerait les lésions cérébrales

P.p. 12-13

SOLIDARITÉ

Adrar : la FOREM remet un don de près de 2 tonnes de médicaments aux établissements hospitaliers

P. 3

FOOTBALL

**COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (4^e JOURNÉE/GR.B)
MCA-MBABANE SWALLOWS : Les Algérois pour se rapprocher davantage des quarts de finale**

P. 21

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ Arrestation d'un narcotraffiquant et saisie de plus de 12 quintaux de kif traité à Béchar

P. 3

CONSEIL DE LA NATION Séance plénière consacrée à la présentation, l'examen et le vote du projet de Règlement intérieur

Le Conseil de la Nation, reprendra ses travaux en séance plénière ce matin à partir de 11h, a indiqué hier un communiqué du Conseil. Cette

séance sera consacrée à la présentation, l'examen et le vote du projet de Règlement intérieur du Conseil de la Nation, ajoute le communiqué.



ALGÉRIE POSTE Ouverture nocturne des agences pendant la dernière semaine du Ramadhan

Les établissements postaux fonctionnant en brigade vont assurer un service nocturne pendant la dernière semaine du mois sacré de Ramadhan qui connaît une grande affluence des usagers, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale d'Algérie Poste. "Algérie Poste informe son aimable clientèle, qu'en prévision de la fête de L'aïd El Fitr et à l'effet de satisfaire nos usagers au titre des échéances, de virements et des paiements de salaires, et de pensions générant une grande affluence au niveau du réseau postal, tous les établissements postaux fonctionnant en brigade seront ouverts, durant la dernière semaine du mois sacré du ramadhan, allant du dimanche 18 juin jusqu'à la veille de aïd et cela de 21h30 à 23h30", a précisé la même source. se fera de 22h00 à 00h00.



CULTURE M. Mihoubi reçoit M^{me} Nada Al Hassan

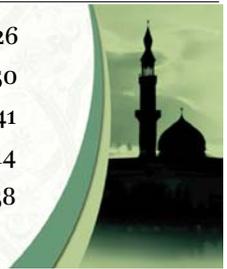


Le ministre de la Culture, M. Azzedine Mihoubi, reçoit cet après-midi à 15h, au siège du ministère, Mme Nada Al Hassan, Chef de l'Unité des États arabes au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO. Mme Nada Al Hassan effectuera une visite de trois jours en Algérie, du 20 au 22 juin, en prévision de la conférence internationale sur la Casbah d'Alger. Elle visitera par ailleurs les sites de la casbah et de Tipaza, tous deux classés patrimoine mondial de l'UNESCO.

Horaires des prières

Mardi 25 ramadhan 1438

Fajr	03:26
Dohr	12:50
Asr	16:41
Maghreb	20:14
Isha	21:58



PROMOTION RAMADHAN MOBINFO Vos bouquets préférés à 1DA seulement !

Pendant tout le mois sacré de Ramadhan, les clients Mobilis pourront profiter des bouquets du service «mobinfo», à un tarif exceptionnel ! En effet, la souscription par bouquet est proposée à seulement 1 Da/TTC, durant ce mois de Ramadhan. Pour rappel, mobinfo est un service de contenus, qui propose huit (08) bouquets à savoir: Religieux, pratique, femme, foot, divertissement, culture, info économique et info. Pour recevoir les contenus souhaités, il suffit de souscrire au service via la formule *620# ou en voyant un mot clé par SMS au 620.



ESPLANADE DES ARTISTES Soirée chaâbi avec Nassim Bour

Dans le cadre du programme «Les nuits du Ramadhan», l'Etablissement Arts et Culture, organise une soirée chaâbi, animée par l'artiste Nassim Bour, ce soir à partir de 22h45 au niveau de l'Esplanade des artistes (La Pêcherie).



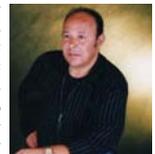
Météo

	Max	Min
Alger	32°	19°
Oran	27°	19°
Annaba	29°	21°
Béjaïa	31°	22°
Tamanrasset	35°	24°



PORT D'EL DJAMILA Soirée musicale avec Meziane Izorane

L'artiste Meziane Izorane, animera une soirée musicale kabyle, ce soir à partir de 22h45 au Port d'El Djamil (Aïn Benian).



DGSN Lancement d'un concours de recrutement et de formation des lieutenants de police

La Direction générale de la Sureté nationale (DGSN), a entamé dimanche la réception des dossiers de candidature relatifs au concours de recrutement et de formation des lieutenants de police à fin de renforcer l'effectif humain et de se doter en éléments jouissant d'une formation moderne pour qu'ils puissent accomplir leur mission de sécurisation des citoyens et de préservation de leurs biens. La DGSN a précisé dans un communiqué que "dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recrutement de l'année 2017, la Direction générale de la Sureté nationale annonce l'ouverture, à partir du 18 juin 2017, de l'opération de dépôt des dossiers de candidature relatifs au concours de recrutement et de formation des lieutenants de police, hommes et femmes, sur titre, et ce au niveau des bureaux de formation relevant des sûretés de Wilaya et de Daïra réparties sur tout le territoire national". A travers son communiqué, la DGSN définit les conditions d'accès au concours: le candidat doit être âgé entre 22 et 25 ans le jour du concours, il doit jouir de la nationalité algérienne et de tous ses droits civiques et être titulaire d'une licence ou d'un titre équivalent. Le candidat ne doit pas avoir de mentions à son bulletin de casier judiciaire incompatibles avec l'exercice dans les corps de sécurité. Il doit également avoir une situation régulière vis-à-vis des obligations du service national, ou être dispensé pour des raisons autres que médicales. La DGSN a mis à la disposition des citoyens son site électronique et ses deux pages sur les réseaux sociaux, pour consulter les conditions d'accès et imprimer le formulaire de participation.

GALERIE AÏCHA HADDAD Exposition collective d'art plastique et d'artisanat

La galerie d'art, Aïcha Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger), abrite jusqu'au 22 juin, une exposition collective d'art plastique et d'artisanat.



DEMAIN À L'OPÉRA D'ALGER Spectacle «Qamr Ellil»



Djellali, Radia Manel et avec la participation du ballet de l'Opéra d'Alger.

L'Opéra d'Alger, Boualem Bessaïh, présentera demain mercredi 21 juin à partir de 22h, une soirée intitulée «Qamr Ellil» et animée par Mohamed Laaraf, Ziane Ouissi, Lazhar El

LIBRAIRIE CHAÏB DZAÏR Hommage au journaliste Abdelkrim Djilali

Les éditions ANEP, rendront hommage au journaliste et homme des médias Abdelkrim Djilali (1955-2017) lors d'une rencontre qui verra la présence de sa famille et de ses amis, ce soir à partir de 22h à la librairie Chaïb Dzaïr sise 1, avenue Pasteur Alger-Centre.



DEMAIN AU CENTRE CULTUREL BACHIR MENTOURI Rencontre avec de jeunes auteurs



À l'occasion du mois de Ramadhan 2017, et dans le cadre du programme hebdomadaire «Les mercredis du verbe», l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise demain mercredi 21 juin à partir de 21h au niveau de l'espace des activités culturelles Bachir Mentouri, une rencontre avec un nombre de jeunes auteurs autour de leur recueil collectif de nouvelles: «Voix».

M. BEDOUI L'A ANNONCÉ HIER À TIPASA Solidarité durant le mois de Ramadhan : près de 2 millions de "couffins du Ramadhan" distribués

Près de deux millions de "couffins de Ramadhan" ont été distribués par les collectivités locales durant le mois sacré, a annoncé lundi à Tipasa le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya, M. Bedoui a souligné que les efforts consentis, durant ce mois de Ramadhan, ont permis la distribution de 1,8 million de couffins à des familles nécessiteuses et déshéritées, louant une opération qui, selon lui, mériterait encouragement. Cet acte de solidarité a mobilisé tant les dispositifs de l'Etat que les bienfaiteurs, a-t-il relevé. Lors de cette visite de travail qui l'a conduit dans la wilaya de Tipasa, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire s'est notamment enquis de la mise en œuvre des instructions de la tutelle visant à garantir une bonne saison estivale.



La DGSN lance un concours de recrutement et de formation des lieutenants de police

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a entamé dimanche la réception des dossiers de candidature relatifs au concours de recrutement et de formation des lieutenants de police à fin de renforcer l'effectif humain et de se doter en éléments jouissant d'une formation moderne pour qu'ils puissent accomplir leur mission de sécurisation des citoyens et de préservation de leurs biens.

La DGSN a précisé dans un communiqué que «dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recrutement de l'année 2017, la Direction générale de la Sûreté nationale annonce l'ouverture, à partir du 18 juin 2017, de l'opération de dépôt des dossiers de candidature relatifs au concours de recrutement et de formation des lieutenants de police, hommes et femmes, sur titre, et ce au niveau des bureaux de formation relevant des sûre-

tés de Wilaya et de Daira réparties sur tout le territoire national». A travers son communiqué, la DGSN définit les conditions d'accès au concours: le candidat doit être âgé entre 22 et 25 ans le jour du concours, il doit jouir de la nationalité algérienne et de tous ses droits civiques et être titulaire d'une licence ou d'un titre équivalent.

Le candidat ne doit pas avoir de mentions à son bulletin de casier judiciaire in-

compatibles avec l'exercice dans les corps de sécurité.

Il doit également avoir une situation régulière vis-à-vis des obligations du service national, ou être dispensé pour des raisons autres que médicales.

La DGSN a mis à la disposition des citoyens son site électronique et ses deux pages sur les réseaux sociaux, pour consulter les conditions d'accès et imprimer le formulaire de participation.

Arrestation de plus de 2.800 individus impliqués dans divers crimes durant le mois de mai (DGSN)

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont traité, en mai, 2.372 affaires et arrêté 2.842 individus impliqués dans diverses affaires de drogues et détention d'armes blanches, a indiqué lundi un communiqué des services de sûreté de la wilaya d'Alger.

Parmi les 2.842 mis en cause, 1.278 ont été arrêtés pour détention et consommation de drogues et de comprimés psychotropes, 188 pour port d'armes blanches et 1.376 autres impliqués dans différentes affaires, précise le communiqué.

Parmi les affaires traitées, 197 affaires concernent l'atteinte aux biens, 507 l'atteinte aux personnes dont une affaire d'homicide volontaire en plus de 26 affaires de meurs et de famille et 458 af-

fares de crimes et délits contre les biens publics et 85 affaires de crimes économiques et financiers, souligne la même source.

S'agissant du port d'armes prohibées, les services de sûreté d'Alger ont traité 184 affaires auxquelles 188 personnes étaient impliquées dont 19 sont en détention préventive. Ces services ont traité également 1.099 affaires de possession et consommation de drogues et comprimés psychotropes, impliquant 1.278 personnes, outre la saisie de 4,36 kg de résine de cannabis, 10.934 comprimés psychotropes, 328,21 g d'héroïne et 1,85 grammes de cocaïne. Concernant les activités générale de la police durant la même période, les forces de police ont ef-

fectué 238 opérations de contrôle d'activités commerciales réglementées. En matière de prévention routière, les services de la sûreté publique ont enregistré durant la même période 12.937 infractions routières ayant donné lieu au retrait de 4.126 permis de conduire. Les mêmes services ont également enregistré 69 accidents de la route ayant fait 5 morts et 82 blessés. Ces mêmes services ont effectué 1.032 opérations de maintien de l'ordre tandis que 12 opérations de démolition ont été effectuées par la police de l'urbanisme. Pour ce qui est du numéro vert (1548), du numéro de la police de secours (17) et du nouveau numéro (104), le communiqué a indiqué que 59.222 appels ont été reçus.

Adrar : la FOREM remet un don de près de 2 tonnes de médicaments aux établissements hospitaliers

La Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (FOREM) a procédé lundi à la remise de près de deux (2) tonnes de produits médicamenteux aux structures de santé de la wilaya d'Adrar, dans le cadre de son programme de solidarité, a-t-on constaté.

Composée de médicaments concernant les maladies chroniques, la gynécologie et la pédiatrie, cette dona-

tion est destinée à diverses structures, dont les établissements publics de santé de proximité (EPSP) des wilayas déléguées de Bordj Badji Mokhtar (Sud d'Adrar) et Timimoune (Nord de la wilaya), ainsi que le nouvel établissement public hospitalier-EPIH de la commune d'Aoulef (Est de la wilaya), a indiqué le chef du centre de la FOREM à Adrar, Abdallah Bekraoui. Cette action de solidarité, seconde du genre après celle

menée l'année dernière, devra permettre de doter les pharmacies de ces structures en produits médicamenteux nécessaires, notamment ceux faisant défaut dans la région et nécessaires aux urgences médicales, a-t-il précisé. Le centre d'Adrar de la FOREM a préféré remettre ces produits directement aux structures bénéficiaires pour des raisons liées à la disponibilité de moyens matériels répondant aux normes de conserva-

tion des médicaments pour leur prescription aux malades selon leurs diagnostics, a expliqué M. Bekraoui. La fondation entend également, dans le cadre de son programme d'actions de solidarité, et avec la contribution de bienfaiteurs de la wilaya d'Oran, faire un don d'effets vestimentaires "Spécial Aid" au profit de 100 enfants orphelins issus de différentes communes de la wilaya d'Adrar.

ALGÉRIE POSTE:

Ouverture nocturne des agences pendant la dernière semaine du Ramadhan

Les établissements postaux fonctionnant en brigade vont assurer un service nocturne pendant la dernière semaine du mois sacré de Ramadhan qui connaît une grande affluence des usagers, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale d'Algérie Poste.

«Algérie Poste informe son aimable clientèle, qu'en prévision de la fête de l'Aid El Fitr et à l'effet de satisfaire nos

usagers au titre des échéances, de versements et des paiements de salaires, et de pensions générant une grande affluence au niveau du réseau postal, tous les établissements postaux fonctionnant en brigade seront ouverts, durant la dernière semaine du mois sacré du Ramadhan, allant du dimanche 18 juin jusqu'à la veille de aid et cela de 21h30 à 23h30», a précisé la même source.

Le nombre de guichets à mettre en service «sera en fonction de la demande, et le chef d'établissement veillera, sous le contrôle de la DUPW, sur le bon fonctionnement du front office selon la demande de la clientèle», a souligné Algérie Poste alors que l'ouverture nocturne pour la recette principale de la wilaya de Tindouf se fera de 22h00 à 00h00.

SANTÉ:

Le gouvernement veillera à l'amélioration de l'accès aux soins et des performances des services

Le gouvernement poursuivra ses efforts, dans le cadre de son plan d'action, de développement du secteur de la santé, à travers, l'amélioration de l'accès aux soins et des performances des services sanitaires, en vue d'assurer une meilleure prise en charge du citoyen. Ainsi, les perspectives tracées par le gouvernement à court et moyen terme, tiendront compte des tendances démographiques et épidémiologiques notamment l'espérance de vie, le développement des pathologies lourdes, l'âge et les modes de vie, prévoit le plan d'action qui sera présenté mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN). En matière de prévention, l'attention du gouvernement sera portée sur la santé de la mère et l'enfant, le renforcement du programme national de la périnatalité et la réduction de la mortalité néonatale, et ce, par des programmes de prévention de l'enfant et le développement de nouveaux programmes visant l'élargissement du planning familial, la protection sanitaire et de la prévention du handicap évitable, la lutte contre les maladies transmissibles et les maladies contrôlables par vaccination. Dans le cadre de son plan d'action, le gouvernement poursuivra, également, la mise en œuvre du plan national de lutte intégrée contre les facteurs de risque des maladies non transmissibles et du plan cancer 2015-2019, la lutte contre le tabagisme et les addictions et la prise en charge de l'autisme. Concernant la couverture sanitaire et l'organisation des soins, il procédera au changement graduel du mode de gouvernance du système national de santé, par l'adoption d'un cadre législatif réhabilitant la planification et la régulation de l'offre, en favorisant l'évaluation et l'optimisation des moyens, le développement de réseaux de soins, la disponibilité d'un personnel formé et qualifié, d'équipements performants et de produits pharmaceutiques. Il s'agit également de formation initiale qui sera renforcée et adaptée aux besoins en ressources humaines en santé, estimés à plus de 72.000 paramédicaux. A cet effet, de nouvelles mesures incitatives seront mises en place, dans le cadre de ce plan, en vue d'assurer la stabilité des praticiens spécialisés dans le secteur public et l'encouragement de leur installation à titre privé dans le Sud et les Hauts plateaux. Par ailleurs, le gouvernement veillera à l'achèvement du système d'information du secteur de la santé et la concrétisation du système «SIHATIC» qui constitue une étape importante dans le processus de la transformation numérique du secteur. A cet égard, ce système permettra d'évaluer le coût des prestations des soins et contribuera à court terme à formaliser le système de contractualisation entre les établissements de santé et les organismes de la sécurité sociale. D'autre part, le gouvernement veillera à assurer la disponibilité des produits pharmaceutiques et renforcer les instruments de régulation et de maîtrise des dépenses de santé, à travers, notamment, la promotion du médicament générique, la lutte contre les prescriptions excessives et inadaptées, l'adoption de protocoles thérapeutiques pour les pathologies lourdes et onéreuses, la maîtrise de la facture d'importation par l'encouragement de la production nationale. Le Gouvernement œuvrera, en outre, à faire passer à l'horizon 2019, la couverture du marché national de médicaments par la production nationale à 70%.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Arrestation d'un narcotrafiquant et saisie de plus de 12 quintaux de kif traité à Béchar (MDN)

Un narcotrafiquant a été arrêté et une grande quantité de kif traité s'élevant à plus de 12 quintaux saisie dimanche à Béchar par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, le 18 juin 2017 à Béni-Ounif, wilaya de Béchar (2ème Région Militaire), un (1) narcotrafiquant et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à douze (12) quintaux et (50) kilogrammes", note le communiqué. Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie Nationale "ont appréhendé, en coordination avec des Gardes-frontières, trois (3) narcotrafiquants et saisi une autre quantité s'élevant à 144 kilogrammes de kif traité à Tlemcen (2ème Région Militaire)", ajoute la même source.

APS

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

L'entreprise au coeur de la démarche de la relance économique

Le gouvernement a placé l'entreprise comme le fer de lance pour la diversification de l'économie et la relance du secteur productif, indique le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera présenté mardi prochain devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Le gouvernement mettra l'entreprise nationale, sans distinction aucune, au cœur de sa démarche de relance et de diversification de l'économie nationale», souligne le programme du gouvernement.

Les axes retenus par le gouvernement en faveur de la reconversion et la diversification de l'économie nationale s'articulent autour de la réorganisation des politiques industrielles sectorielles, la poursuite de l'effort de substitution à l'importation par l'encouragement et la protection du secteur productif national ainsi que la promotion des start-up, de la micro, petite et moyenne entreprise.

Il s'agira ainsi de la poursuite et de la consolidation des politiques de soutien favorisant l'amélioration de la compétitivité des entreprises et de l'offre nationale à travers l'optimisation des dispositifs d'appui portant sur la bonification des taux des crédits, le rééchelonnement des dettes des entreprises en difficulté, la promotion du partenariat public-privé national et étranger et l'accès à la commande publique, note le plan d'action.

A ce titre, un soutien multiple sera accordé aux secteurs disposants d'avantages comparatifs par une intégration en aval, allant de la production de la ressource naturelle vers les segments à forte valeur ajoutée. Concernant les objectifs à atteindre sur la période 2020-2030, le plan d'action du gouvernement avance que la croissance du PIB hors hydrocarbures devrait être de 6,5%, la multiplication par 2,3 fois de revenu de PIB/habitant, le doublement de la part de l'industrie manufacturière en terme de valeur ajoutée pour atteindre un taux de 10% du PIB à l'horizon 2030.

En outre, le plan vise également la modernisation du secteur agricole pour atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et de réaliser son potentiel de diversification des exportations, la division par deux du taux de croissance annuel de la consommation interne d'énergie pour se situer autour de 3% à 4% annuellement à l'horizon 2030 grâce à un nouveau modèle énergétique basé sur la rationalité et l'efficacité énergétique, et la diversification des exportations permettant de soutenir le financement de la croissance économique accélérée.

Le gouvernement déterminé à consolider les acquis sociaux dans un esprit d'équité et de justice sociale

Les acquis sociaux seront consolidés dans un esprit «d'équité et de justice sociale» en soutenant et en accompagnant les catégories défavorisées et fragiles de la société, selon le Plan d'action du gouvernement qui sera présenté mardi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Si le gouvernement est résolument engagé dans la diversification de l'économie nationale pour la rendre de moins en moins dépendante des hydrocarbures, il est encore plus déterminé à consolider les acquis sociaux dans un esprit d'équité et de justice sociale en soutenant et en accompagnant les catégories défavorisées et fragiles de la société à travers la mise en place progressive de nouveaux mécanismes permettant le ciblage efficace des catégories éligibles aux aides de l'Etat», note le document.

Ainsi et concernant la préservation du système national de sécurité sociale et de retraite, le gouvernement mettra l'accent notamment sur l'élargissement de la base cotisante au système national de sécurité sociale devant atteindre à terme 3.000.000 nouvelles affiliations par l'introduction de dispositifs inclusifs des nouvelles formes de travail de l'économie numérique des personnes actives occupées par le secteur informel, des personnes actives non occupées et du monde agricole.

Le gouvernement mettra également l'accent sur la création de la branche retraite complémentaire au sein de la CNR et de la CASNOS aux fins de rehausser l'attractivité du système et réduire les non déclarations des assujettis et l'évasion sociale, la réactivation du processus de contractualisation entre les caisses de sécurité sociale et les établissements publics de santé.

Promotion de l'emploi et lutte contre le chômage : des objectifs stratégiques

Dans le domaine de la promotion de l'emploi et lutte contre le chômage, le gouvernement affirme que la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage, demeurent des objectifs stratégiques de la politique nationale de développement visant la construction d'une économie émergente diversifiée, créatrice d'emplois, particulièrement au profit des jeunes diplômés ou non, reposant sur une stratégie de performance et de développement durable, inclusif et équitable.

A cet égard, le gouvernement s'attellera à renforcer l'investissement dans les secteurs créateurs d'emploi, tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et l'artisanat et à favoriser le développement de la petite et moyenne entreprise à travers notamment l'encouragement du partenariat public-privé national et étranger et la simplification des procédures de création d'entreprises, y compris le travail familial. Concernant la contribution des dispositifs publics de promotion de l'emploi, qu'il s'agisse de l'emploi salarié, ou de la création d'activités par les jeunes promoteurs, les efforts du gouvernement seront orientés vers la consolidation du dispositif actuel d'aide à l'insertion professionnelle, la poursuite du programme de modernisation et de renforcement du service public de l'emploi et l'amélioration des synergies entre les différents intervenants dans la perspective d'une gestion du marché du travail plus efficace et prospective en vue de favoriser le rapprochement entre l'offre et la demande.

Pour l'année 2017, le gouvernement vise le placement de 400.000 demandeurs d'emploi par l'ANEM, l'insertion de 44.200 jeunes primo demandeurs dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et le recrutement de 30.000 jeunes en du contrat de travail aidé (CTA).

En matière d'appui à la création d'activité, les efforts seront principalement axés sur la consolidation des dispositifs ANSEJ et CNAC, à travers notamment l'amélioration de la contribution de ces dispositifs à la



croissance et au développement économique et social du pays et à la création d'emplois, la multiplication des services à distance et la mise en œuvre de programmes de perfectionnement et de professionnalisation des personnels, le renforcement de l'accompagnement post création et la mise en œuvre de mesures visant à soutenir les micro entreprises créées et une application effective de la disposition du code des marchés visant la réservation de 20% de la commande publique locale au profit des micro entreprises.

Au titre des relations de travail, le Plan d'action du gouvernement précise qu'il sera procédé à la finalisation des dispositifs législatifs et réglementaires, ainsi qu'au renforcement du contrôle de leur mise en œuvre, notamment en matière de non affiliation à la sécurité sociale, de placement des travailleurs, du respect du SNMG et de la lutte contre le travail des enfants.

Par ailleurs, le gouvernement affirme qu'une «attention particulière» sera accordée à la promotion du dialogue social et à la prévention des conflits de travail, à travers notamment, l'encouragement de la tenue de rencontres régulières entre les organisations syndicales et les employeurs.

Renforcement des mécanismes de solidarité nationale

Dans le domaine du soutien et de l'accompagnement aux personnes valides en difficulté sociale, le gouvernement poursuivra ses efforts par la mise à disposition de programmes d'insertion au profit de personnes sans revenus et ne disposant pas de qualifications, à travers le dispositif d'aide à l'insertion sociale (DAIS), offrant une couverture sociale.

Il poursuivra également le programme d'insertion des jeunes diplômés, ainsi que la création de chantiers de travaux d'utilité publique à haute intensité de main d'œuvre (TUP-HIMO) et de chantiers Blanche Algérie, et renforcera par ailleurs, les mécanismes de soutien et d'accompagnement aux personnes démunies désireuses de créer leurs propres activités dans le cadre du micro crédit.

Les programmes de développement participatifs dans les zones démunies et enclavées seront renforcés, ainsi que le partenariat avec le mouvement associatif à caractère social et humanitaire, considéré comme un partenaire privilégié, au regard de la complémentarité de son action avec celle de l'Etat.

Dans le domaine de la poursuite de la prise en charge des catégories sociales aux besoins spécifiques et en ce qui concerne les personnes handicapées, le gouvernement veillera à la prise en charge des besoins spécifiques, à l'amélioration des conditions de prise en charge en milieu ins-

titutionnel et à la facilitation des conditions d'insertion professionnelle par la mise en œuvre de la règle de réservation à leur profit de 1% des postes d'emplois au niveau des entreprises économiques et des administrations publiques.

Dans ce cadre, les incitations fiscales et parafiscales au profit des employeurs faisant travailler des personnes en situation de handicap seront maintenues et renforcées, ainsi que les subventions pour l'aménagement et l'équipement de postes de travail pour le recrutement de personnes handicapées.

Le gouvernement indique que l'assainissement des listes des personnes handicapées sera poursuivi en vue de la constitution d'un fichier national des personnes handicapées éligibles aux aides sociales.

Enfin, le gouvernement œuvrera à consolider les mesures visant la protection des personnes âgées afin de leur garantir une prise en charge adaptée, en privilégiant l'insertion en milieu familial et l'aide à domicile, par la mise à disposition notamment d'auxiliaires de vie pour les personnes âgées dépendantes.

Au chapitre de la promotion des droits de la femme, le Plan d'action note que la femme algérienne «continue à jouer un rôle important dans la dynamique de développement national, dans toutes ses dimensions et à assurer une pleine participation à la vie politique, économique et sociale de la nation».

A ce titre, le gouvernement œuvrera à la mobilisation d'un surcroît d'efforts et de moyens pour préserver ces acquis et renforcer davantage la protection et la préservation de ces droits.

Dans ce cadre, il s'attellera, en concertation avec les organisations féminines, à la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion et d'insertion de la femme, en mobilisant toutes les compétences disponibles.

Cette stratégie privilégiera l'insertion de la femme dans les circuits économiques.

Il poursuivra la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et œuvrera au renforcement des dispositifs de protection et des mécanismes d'accompagnement.

En matière de promotion et protection des droits des enfants, les actions du gouvernement viseront à garantir la protection, l'épanouissement et le bien-être social de l'enfant par l'amélioration de la prise en charge institutionnelle, le renforcement de la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger moral contre toutes formes de violence, de violation de leurs droits et de dérives ainsi que la consolidation des efforts de prise en charge de l'enfance privée de famille.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

TRANSPORTS :

Un vaste programme pour l'amélioration du transport des voyageurs et des marchandises

Un programme ambitieux est prévu pour l'amélioration du système de transport des voyageurs et des marchandises afin d'assurer une meilleure qualité de vie des citoyens et du développement socio-économique, indique le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera présenté mardi prochain devant l'Assemblée populaire nationale (APN).



Dans ce cadre, le gouvernement poursuivra la réalisation des grandes infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, selon les moyens financiers mobilisés à cet effet.

En outre, un nouveau cadre juridique et organisationnel sera mis en œuvre pour assurer une meilleure préservation des investissements consentis et une gestion moderne des infrastructures dans le but de garantir un service public adapté à une demande multiforme de plus en plus exigeante, note le programme du gouvernement.

Pour le transport terrestre, le gouvernement se fixe comme objectif la diminution des disparités régionales par l'aménagement d'un réseau routier orienté vers le désenclavement des populations rurales, l'amélioration de l'accessibilité des régions éloignées et la desserte des zones frontalières du Grand-Sud.

A cet effet, un programme spécifique sera lancé au niveau des Hauts-Plateaux afin de promouvoir les potentialités pastorales et agricoles et d'améliorer la desserte du sud et du Grand-Sud par la réalisation de connexions avec la transsaharienne.

Par ailleurs, le gouvernement s'attachera à développer des actions de mise à niveau du transport terrestre par l'amélioration de la professionnalisation des opérateurs, la modernisation des gares, la promotion de l'inter-modalité, le déploiement du dispositif de lutte contre l'insécurité routière ainsi que la mise en place de la régulation économique et technique.

Dans le domaine du transport ferroviaire, le gouvernement prendra toutes les mesures tendant à augmenter l'efficacité du système ferroviaire à l'effet de proposer des services de transport de passagers et de marchandises de meilleure qualité en termes de fréquence, de temps de transport, de qualité (confort, fiabilité, sécurité) et de sûreté tout en assurant un prix compétitif pour susciter un maximum de trafic passagers et marchandises.

Compte tenu de l'importance du transport maritime dans l'économie nationale, le gouvernement développera, dans le cadre d'une vision intégrée, une série de mesures d'ordre législatif, réglementaire et technique pour accroître l'efficacité de ce mode de transport. Dans ce cadre, l'Exécutif prévoit des ac-

tions prioritaires qui seront mises en œuvre comme l'installation du guichet unique, le développement des zones logistiques, le renforcement du pavillon national Passagers et Fret et le lancement du cabotage national à partir du port de DjenDjen.

Concernant le transport aérien, outre le renforcement de la capacité des compagnies nationales et l'achèvement de la construction des nouvelles aérogares d'Alger et d'Oran appelées à devenir des hub internationaux, le gouvernement compte réviser le cadre réglementaire régissant l'aviation civile dans le but de sa mise à niveau aux standards internationaux.

A ce titre, plusieurs actions sont envisagées notamment le renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat par l'élaboration d'un plan de développement du transport aérien, la révision du cadre législatif, réglementaire et organisationnel lié aux aspects techniques et économiques y afférents.

Il s'agit, en outre, de moderniser et d'entretenir des équipements (certification des aéroports et des services de navigation) et d'améliorer la rentabilité des aérogares.

Introduction d'une réforme fiscale pour augmenter la fiscalité ordinaire



Le gouvernement va engager une réforme du système fiscal afin d'assurer une couverture progressive des dépenses de fonctionnement par les revenus de la fiscalité ordinaire, qui devront progresser de 11% par an, indique le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera présenté mardi prochain devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement procédera à la révision des bases d'imposition de l'impôt sur le patrimoine et la révision des barèmes et des taux d'imposition de certains impôts en vue de les adapter au niveau du revenu de chaque contribuable, dans une logique d'équité et de justice sociale.

Il s'agira aussi du renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, de l'accélération de la modernisation de l'administration fiscale par la généralisation de l'introduction de la gestion électronique de l'impôt, précise ce plan d'action.

Le gouvernement va également renforcer les règles réagissant le recouvrement de l'impôt et l'amélioration du recouvrement fiscal notamment de la TVA ainsi que la révision d'un certain nombre d'exemptions fiscales.

Outre la fiscalisation des opérations de commerce électronique (e-commerce), le plan d'action cite aussi l'amélioration des relations avec les contribuables à travers la poursuite du processus de simplification et d'allègement des procédures fiscales.

Sécuriser la disponibilité de l'eau et améliorer l'électrification et la distribution du gaz

Le gouvernement prévoit la poursuite de la mobilisation des ressources hydriques et de la rationalisation de l'utilisation de l'eau ainsi que l'amélioration du taux d'électrification et de la distribution du gaz, indique le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera présenté mardi prochain devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Concernant l'eau, le gouvernement se fixe comme objectif la poursuite des investissements dans ce secteur stratégique pour assurer la sécurité de la disponibilité de la ressource hydrique à travers toutes les régions du pays pour satisfaire les besoins sans cesse croissants induits par les exigences du développement économique et du progrès social, note ce plan d'action.

Le gouvernement va ainsi adopter une politique efficace alliant une approche de rationalisation, de diversification et de préservation de la ressource au profit des générations futures. Il s'agira de l'augmentation des capacités de mobilisation de la ressource hydrique, sous toutes ses formes conventionnelles et non convention-

nelles, qui seront renforcées notamment par l'achèvement de plusieurs grands transferts et adductions, ainsi que plusieurs barrages, permettant d'augmenter la capacité de stockage de 8,07 à 9 milliards de m³.

Les actions vont aussi porter sur la réhabilitation et l'extension des réseaux d'alimentation en eau potable pour passer d'un taux de raccordement de 98% à 99%, afin d'assurer une couverture optimale des besoins en eau des populations.

Le gouvernement compte aussi la réhabilitation et l'extension des réseaux d'assainissement afin d'élever le taux de raccordement de 91% à 94%, l'augmentation des capacités épuratoires, visant la protection de l'environnement et la réutilisation des eaux épurées à des fins agricoles, industrielles et de services.

Le programme de l'Exécutif porte aussi sur la poursuite de la mise en œuvre de la politique de rationalisation, d'économie et de lutte contre le gaspillage de la ressource hydrique et de sa protection contre toutes formes de pollution, ainsi que sur la réalisation, l'extension et la réhabilitation de grands périmètres d'irrigation pour

passer d'une superficie de 220.000 à 367.000 ha et la poursuite du programme de protection des villes contre les inondations.

Production d'électricité: croissance annuelle moyenne de 10,6% jusqu'à 2021

En matière de production d'électricité et afin de répondre à une demande de plus en plus croissante, le programme en cours de réalisation permettra de faire passer la puissance installée de 18.981 MW à fin 2016 à 31.404 MW à fin 2021 ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 10,6%.

Le réseau de transport d'électricité et de gaz, qui s'est déjà densifié, sera amélioré davantage pour faire face à une demande croissante.

Le gouvernement s'attachera à améliorer le taux d'électrification actuellement de plus de 97%, pour faire accéder les citoyens des régions les plus reculées du pays à l'électricité et s'attachera à améliorer le taux de pénétration du Gaz naturel qui est de l'ordre de 47%.

APS

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT



Poursuite des plans de développement des hydrocarbures et des énergies renouvelables

Le gouvernement entend poursuivre les plans de développement des hydrocarbures ainsi que le programme national d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

Indique le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera présenté mardi prochain devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Afin d'assurer la sécurité énergétique à long terme et de demeurer un acteur actif sur le marché international des hydrocarbures, le gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre du plan de développement de la branche hydrocarbures», note le plan d'action.

Ce plan de développement vise à intensifier l'effort de recherche en vue de consolider, d'une part, la base des réserves d'hydrocarbures et, d'autre part, d'augmenter le niveau de production primaire ainsi que la poursuite de développement des capacités de raffinage et de pétrochimie.

«Ansi, l'objectif de production primaire cumulée sur la période 2017-2021, sera de l'ordre d'un (1) milliard de TEP, et la production évoluera à un rythme annuel moyen de 3,7%».

Concernant la modernisation et le développement des capacités de raffinage, le gouvernement rappelle le projet de réalisation de deux raffineries d'une capacité de cinq millions de tonnes/an chacune, une unité de craquage de fuel de quatre (4) millions de tonnes/an et de deux unités de reforming catalytique.

Ces projets permettront une augmentation de 35% de la production des produits raffinés, et assureront la satisfaction du marché national et la réalisation d'un excédent destiné à l'exportation, avance le programme du gouvernement.

Afin de répondre à l'augmentation continue de la consommation en produits raffinés, il est programmé la réalisation de nouvelles capacités de stockage et de transport des carburants par canalisation, tandis que le réseau des stations-service sera également renforcé par l'achèvement des aires de services autoroutiers et la réalisation de méga-stations.

Par ailleurs, le gouvernement affirme la poursuite de la mise en œuvre du Programme national d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables, placé par le Président de la République, «au rang de priorité nationale», souligne le plan d'action gouvernemental.

Ce programme consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 22.000 MW à l'horizon 2030 pour le marché national, avec le maintien de l'option de l'exportation comme objectif stratégique, couplé à un programme industriel et technologique, de formation et de capitalisation des connaissances, lequel permettra, à terme, d'employer le génie local algérien, notamment en matière d'engineering et de management de projets.

Poursuivre l'investissement dans le développement humain

Les efforts en matière d'investissement pour le développement humain, notamment dans les domaines de l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique ainsi que la formation professionnelle, seront poursuivis, selon le Plan d'action du gouvernement qui sera présenté mardi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale.



Adapter l'enseignement technique et la formation professionnelle à l'environnement socio-économique

La nouvelle stratégie du gouvernement dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels a pour principale finalité la mise en place d'un système national de formation et d'enseignement professionnels «intégré, efficace et efficient».

Cette stratégie tend à préparer une ressource humaine qualifiée, nécessaire à l'entreprise et au développement économique, d'une part, et facilitant l'employabilité des jeunes formés aux métiers, d'autre part.

Ainsi, le gouvernement ambitionne le développement d'une formation professionnelle de qualité, orientée au service d'une économie nationale moderne et diversifiée, à travers des investissements dans les secteurs stratégiques et prioritaires. Il s'agit notamment d'accompagner les programmes de développement socioéconomique par la revalorisation, l'adaptation et l'élevation du niveau des compétences de la ressource humaine.

Les principales actions programmées portent sur l'élargissement du réseau d'infrastructures, notamment le développement de centres d'excellence, en partenariat avec l'entreprise, dans des spécialités en adéquation avec le développement universel des techniques et des métiers, le renforcement de la formation permanente des formateurs, l'actualisation des moyens technico-pédagogiques et le renforcement de l'environnement numérique.

Ces actions portent aussi sur l'élaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatif à la formation continue et la validation des

compétences acquises par l'expérience, la mise en place de l'enseignement à distance (e-learning).

D'autre part, le gouvernement entend poursuivre l'amélioration des performances du système d'enseignement supérieur pour lui permettre de contribuer efficacement au développement socio-économique du pays et de s'ouvrir à l'environnement international.

En matière de formation supérieure, le gouvernement s'engage à améliorer le taux de réussite et la réduction des durées des études, le taux d'encadrement de rang magistral et à réviser la carte de formation des domaines et filières.

Pour ce qui est de l'amélioration du système d'orientation et de suivi pédagogique, le gouvernement entend améliorer le taux de satisfaction de la demande d'inscription des bacheliers, la révision du dispositif d'accès au deuxième cycle des écoles supérieures, l'amélioration du dispositif dédié aux équivalences des diplômés étrangers.

Dans le domaine de la recherche scientifique, il s'agit de mettre en conformité la loi avec les nouvelles dispositions constitutionnelles et de promulguer la loi fixant les missions, la composition et le fonctionnement du Conseil national de la recherche scientifique et du développement technologique.

Pour ce qui est du programmation des activités de recherche, il sera procédé au lancement à court terme de trois programmes nationaux de recherche jugés prioritaires, à savoir la sécurité alimentaire, la santé du citoyen et la sécurité énergétique.

Le gouvernement prévoit aussi dans son plan d'action la mise en exécution de 750 projets de recherche pour la période 2017-2022, à raison de 150 projets par année.

Le gouvernement veut la libération des énergies permettant l'émancipation des jeunes

La libération des énergies permettant l'émancipation de la jeunesse constitue l'une des «préoccupations majeures» figurant dans le plan d'action du gouvernement d'Abdelmadjid Tebboune qui mise sur «l'accompagnement et le soutien des ambitions et aspirations légitimes» de cette frange de la société pour lui permettre de participer au processus de développement du pays.

«Le gouvernement s'ouvrira à mettre en place l'ensemble des conditions en faveur de la libération des énergies permettant l'émancipation de la jeunesse et ce à travers les politiques liées à l'emploi, à la promotion de l'entrepreneuriat, à l'éducation et à la formation, à la pratique du sport, à la culture, aux loisirs et à l'implication citoyenne», indique

le document, adopté mercredi dernier par le Conseil des ministres et qui sera présenté mardi devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le gouvernement souligne que la jeunesse représente «la principale richesse de la nation» et qu'une stratégie en direction de cette frange de la société «reposera sur une vision transversale et intégrée, découlant d'une évaluation exhaustive de l'existant et de l'environnement qui l'entoure et en identifiant de nouveaux leviers d'intervention».

Dans ce sens, le gouvernement algérien s'engage à mettre en œuvre une stratégie fondée d'une part, sur la mobilisation des énergies de la jeunesse en faveur de la promotion de sa contribution et de son implication dans le processus de développement du

pays et d'autre part sur l'accompagnement et le soutien des ambitions et aspirations légitimes de cette catégorie». Cette démarche sera entreprise «à la lumière des transformations et évolution enregistrées dans notre pays, notamment celles liées aux progrès technologiques et scientifiques», selon le texte.

Le plan de l'exécutif explique que cette vision s'inscrit dans l'élan de la «mise en place du Conseil supérieur de la jeunesse, fruit de la dernière révision constitutionnelle, qui répond à cet objectif et permettra de contribuer à améliorer les mécanismes de diagnostic et d'identification des mesures à même de répondre aux aspirations de la jeunesse».

Par ailleurs, le gouvernement, dans le cadre de la promotion de l'animation de proxi-

mité, s'attachera également à l'amélioration, au niveau des établissements de jeunes, des dispositifs de prise en charge des attentes des jeunes à travers la poursuite de la réorganisation pédagogique et la diversification de la nomenclature des activités offertes à leur niveau et le renforcement de l'implication du mouvement associatif de jeunes dans la gestion des espaces d'activités», conclut le plan d'action dans son volet «Jeunesse».

Le réseau des établissements de jeunes en Algérie est notamment constitué de maisons de jeunes, auberges, centres de loisirs scientifiques, camps de jeunes et offices des établissements de jeunes, répartis sur les 48 wilayas du pays.

TRANSPORT

Sogral pourrait renoncer à la gestion de certaines gares-routières pour déficit financier

La société de gestion des gares-routières d'Algérie (Sogral) pourrait renoncer à la gestion de certaines gares-routières en raison d'un déficit financier induisant des retards dans le paiement des salaires des travailleurs et une régression des prestations assurées aux voyageurs, a indiqué hier le PDG de la société.

"Sogral pourrait renoncer à la gestion des gares-routières dans certaines wilayas à l'instar des wilayas de Batna et de Tipasa en raison du budget déficitaire de gestion de ces stations qui ne réalise pas les bénéfices requis pour le paiement des salaires des travailleurs, l'acquisition des équipements et l'amélioration du niveau des prestations assurées aux voyageurs", a déclaré M. Azeddine Bouchehida à l'APS.

Sogral est une société par actions qui s'autofinance par les prestations assurées.

Les bénéfices qu'elle réalise à travers les 64 gares-routières réparties à travers 34 wilayas lui permettent d'acquiescer les équipements, d'assurer les travaux de maintenance et de payer les salaires des travailleurs.

La société réalise ses bénéfices à travers la location des guichets et panneaux publicitaires, le droit de stationnement sur les quais d'arrivée et de départ et la vente de tickets.

La réalisation des gares-routières ces dernières années a requis des enveloppes financières



considérables, ce qui exige une bonne exploitation de ces structures sauf que certaines gares-routières ne sont, jusqu'à présent, pas exploitées, les transporteurs ayant refusé d'y travailler, a-t-il dit, citant en exemple les gares-routières de Batna et de Tipasa.

Il a indiqué qu'"il n'est pas possible de donner des chiffres exacts ou officiels du nombre de voyageurs au niveau des gares routières en Algérie, en raison des dépassements commis par les transporteurs qui refusent d'entrer dans les gares en travaillant anarchiquement sur de différentes lignes".

"Malgré que la société gérante est dotée d'un système central informatisé qui lui permet de saisir

toutes les données relatives aux voyages et déplacements des voyageurs, la non-déclaration et le dépassement du guichet entrave actuellement cette opération", a-t-il ajouté. "Le refus d'entrer dans les gares ouvre les portes devant d'autres dépassements, comme le non-respect des conditions exigées relatives aux documents de véhicule, notamment le contrôle technique, l'assurance, l'habillement et l'hygiène dans les bus, qui sont des clauses incluses dans le cahier des charges liant les transporteurs à SOGRAL", a poursuivi le responsable. Il a indiqué, en outre, que plusieurs gares routières n'étaient pas dotées d'équipements nécessaires pour se

conformer aux standards requis.

L'absence de ces équipements, à l'instar du scanner et des caméras de surveillance, est dû au manque budgétaire.

Par ailleurs, les gares qui réalisent des bénéfices sont celles qui connaissent une grande affluente de voyageurs et transporteurs, alors que d'autres gares connaissent une réticence de la part des transporteurs qui refuse d'y accéder, ce qui constitue une évasion fiscale et un manque en ressources financières de la société qui emploie 3.000 personnes, a expliqué M. Bouchehida.

Il a ajouté que l'insuffisance de bénéfices de la société perturbe le paiement des travailleurs.

AGRICULTURE

Baisse prévisionnelle de la récolte d'abricot à Batna

La récolte prévisionnelle d'abricot de l'actuelle saison dans la wilaya de Batna atteindra 236.573 quintaux, soit une baisse de 57.427 quintaux comparativement à la saison précédente, apprend-on lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le recul de la récolte de ce fruit est essentiellement dû à la sécheresse ayant prévalu cette année sur la région qui a également provoqué une régression de la superficie globale des vergers d'abricot passée à 4.330 hectares contre 4.411 hectares durant la saison 2015/2016, a précisé le chef de service organisation de la production et soutien technique de la DSA, Farida Abdelmoumenoui.

La surface productive de ces vergers a baissé de 4.330 hectares l'année passée à 4.265 hectares cette saison dont 137 hectares entrés nouvellement en phase productive et qui ont contribué à atténuer la régression de la récolte autrement plus importante, a ajouté la même source. Entamée depuis quelques jours dans la partie Sud-ouest de la wilaya, la récolte d'abricot se déroule dans de bonnes conditions malgré un problème de manque de main d'œuvre en raison notamment de la période du jeûne générant certaines craintes chez les producteurs de ce fruit rapidement périssable.

Connu jusqu'il y a peu par l'appellation de capitale des abricotiers, N'gaous est devenu désormais capitale des jus avec l'entrée en activité dans cette ville de six (6) unités de production de jus qui s'ajoutent à la célèbre conserverie N'gaous qui relevait du secteur public avant sa privatisation durant les années 1990.

ÉNERGIE

Création d'une nouvelle société chargée de la distribution de l'électricité et du gaz

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SDC) est désormais la nouvelle entité chargée du métier de la distribution de l'électricité et du gaz sur tout le territoire national, a-t-elle indiqué lundi dans un communiqué.

Créée dans le cadre de la mise en vigueur de la nouvelle organisation de l'activité de distribution de l'électricité et du gaz, décidée par les pouvoirs publics, la SDC est le résultat de la fusion-absorption par cette dernière des sociétés de distribution de l'Est (SDE) et de l'Ouest (SDO) d'une part, et le rattachement de la société de distribution d'Alger (SDA) en tant que filiale, d'une autre part, précise la même source. Ainsi, le métier de la distribution relève, désormais, d'une seule entité rassemblée dans la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SDC) qui a la responsabilité de la distribution de l'énergie électrique et gazière et de la satisfaction des besoins de la clientèle aux conditions requises du coût, de la qualité de service et de la sécurité, note le communiqué.

Cette nouvelle configuration organisationnelle inaugure "une étape charnière pour le secteur de la distribution qui aura, dès lors, à mettre en œuvre une stratégie qui s'intègre dans la dynamique du changement qui s'opère dans l'environnement économique du pays et répond aux attentes et aux exigences de la clientèle", souligne la société.

La création de cette nouvelle entité a également pour objectif essentiel "la mutualisation des expériences des distributeurs et l'harmonisation de leur façon de faire, et ce, dans l'objectif d'en améliorer l'efficacité et l'efficacité et répondre ainsi à la vision des pouvoirs publics d'en faire un instrument de relèvement de la qualité du service rendu à la collectivité".

Ayant son siège à Blida, la SDC couvre la totalité du territoire national, et ce, à travers une filiale qui est la société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA), et deux régions de distribution de l'électricité et du gaz de l'est et l'ouest, ainsi que 14 directions de distribution du centre.

Grâce à ses 28.875 agents et par le biais de 52 directions de distribution et 355 agences commerciales, la SDC développe ses réseaux et ses services afin d'assurer à ses 8.934.777 clients en électricité et 5.066.443 clients en gaz la meilleure prestation en matière de qualité et de continuité de la desserte énergie.

APS

COMMERCE

Près de 6 milliards de DA de transactions commerciales sans factures sur les 20 premiers jours du Ramadhan

Près de six (6) milliards de DA de transactions commerciales sans factures ont été décelées par les services de contrôle du ministère du Commerce sur les 20 premiers jours du Ramadhan, alors que des marchandises d'une valeur de plus de 814 millions de DA ont été saisies, a indiqué lundi ce ministère dans son bilan de contrôle.

Sur la période allant du 27 mai au 15 juin, 146.683 interventions ont été effectuées ayant permis l'enregistrement de 29.847 infractions, l'établissement de 28.704 procès-verbaux, le prélèvement de 1.427 échantillons et la proposition de fermeture de 1.279 locaux commerciaux. Ainsi, concernant les actions de contrôle des pratiques commerciales, 80.202 interventions ont été opérées ayant permis de constater 18.239 infractions sanctionnées par l'établissement de 17.530 procès-verbaux et la pro-



position de fermeture de 959 locaux commerciaux.

Ces interventions ont permis la mise au jour de transactions commerciales sans factures pour un montant global de 5,787 milliards DA et la saisie de marchandises pour une valeur de 778,28 millions de DA.

Quant à la nature de ces infractions, elles ont porté sur le défaut de publicité des prix (55,5% de la globalité des infractions), le défaut de facturation (12,7%), l'opposition au

contrôle (5,86%), le défaut de registre de commerce (4,64%), la pratique de prix illicites (2%) et le défaut de modification du registre du commerce (2,25%).

Quant aux actions de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, les services habilités ont mené 66.481 interventions orientées vers les différents sphères d'approvisionnement ayant permis la constatation de 11.608 infractions, l'établissement de 11.174 procès-ver-

baux et la proposition de fermeture de 320 locaux commerciaux.

Ce qui a donné lieu à la saisie de marchandises non conformes ou impropres à la consommation pour une quantité de 147,82 tonnes d'une valeur de 35,81 millions de DA, dont une quantité de 35,36 tonnes d'une valeur de 8,23 millions de DA a été orientée vers les centres d'intérêt collectif.

Les principales infractions, dans ce domaine de contrôle, sont liées au défaut d'hygiène (40,45% de la totalité des infractions liées au contrôle de la qualité et de la répression des fraudes), au non-respect de la température de conservation (14,23%), à la détention et mise en vente de produits impropres à la consommation (13,73%), à l'absence d'autocontrôle (8,5%), au défaut d'étiquetage (5,2%) et à la détention et mise en vente de produits non conformes (5,12%).

TRANSPORT 1100 départs par jour à la gare routière du Caroubier en prévision de Aïd El Fitr

La société de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral) a programmé, en prévision de Aïd El Fitr, plus de 1100 départs par jour au niveau de la gare routière du Caroubier (Alger) à destination des différentes wilayas du pays, a indiqué dimanche le président directeur général de la Société, Azeddine Bouchehida.

L'entreprise publique Sogral a programmé des bus supplémentaires à partir de la gare routière du Caroubier, la plus grande au niveau national, pour pallier à toute perturbation de transport à destination des différentes régions du pays, portant à 1100 le nombre de départs par jour durant les trois jours qui précèdent Aïd El Fitr, a précisé M. Bouchehida à l'APS Entre 800 et 900 départs/jour ont lieu durant les autres jours de l'année au niveau la gare routière du Caroubier, a-t-il ajouté.

C'est ainsi que dans le cadre des mesures prises pour faciliter le déplacement des citoyens vers différentes régions du pays, un nombre supplémentaire de bus a été mobilisé pour répondre à l'afflux des voyageurs durant la période de Aïd, a-t-il précisé. Le président directeur général de la Sogral a indiqué que son entreprise veille à pallier le manque de moyens de transport au cours des derniers jours du Ramadan et les jours qui suivent.

Le groupe, constitué de 15 éléments, est divisé en trois équipes : l'une chargée d'offrir eau et dattes aux fidèles, la deuxième se charge des tapis de prière, alors que la troisième veille à la sécurisation et l'organisation des fidèles à l'intérieur et dans le périmètre de la mosquée.

Un autre membre de ce groupe, Karim, a expliqué son adhésion à ce groupe par sa

volonté de changer certains comportements «négatifs» répondus, notamment durant le mois sacré, dans les mosquées, qui enregistrent une hausse du nombre des fidèles, de tous les âges, pour les prières de Tarawih (surrogatoires). En effet, la présence de ces jeunes bénévoles, facilement reconnaissables à leur tenue, est remarquée un peu partout dans la mosquée, où il veillent au grain, portant une attention particulière aux personnes âgées et celles aux besoins spécifiques, qu'ils aident dans l'accomplissement de leurs prières surrogatoires.

ORAN : Formation gratuite en audiovisuel au profit de 50 jeunes

Une session de formation gratuite dans les métiers de l'audiovisuel a été lancée à Oran au profit de 50 jeunes, a-t-on appris dimanche des responsables de l'association organisatrice «Santé Sidi El-Houari» (SDH). Il s'agit de la première session de formation entrant dans le cadre des activités du projet «Ibda3Com» porté par «SDH», a précisé à l'APS la chargée de communication de l'association, Assia Brahimi. Plusieurs spécialités sont proposées aux apprenants, dont la prise de vues, l'éclairage, la prise de son, le montage, la communication et les médias sociaux, le design et la création de site web, les techniques d'animation et l'organisation événementielle. Trois autres sessions similaires sont programmées au bénéfice d'un total de 220 jeunes de différentes wilayas du pays, a indiqué Mme Brahimi. «Cette action vise à faciliter l'insertion des jeunes et à promouvoir l'exercice de la citoyenneté à travers l'expression artistique par les métiers de l'audiovisuel», a-t-elle souligné. Le projet «Ibda3Com» a été élaboré par SDH avec le soutien de l'ambassade des Etats-Unis à Alger au titre de l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI), rappelle-t-on. Ce même programme prévoit l'organisation à Oran et dans d'autres wilayas, de 30 événements socioculturels (workshops, conférences, sorties pédagogiques) qui seront clôturés par un festival du court-métrage et de la photographie.

APS

CHLEF : Bénévolat à la mosquée de Oued Fodda, une initiative appelée à se propager

Le travail de bénévolat réalisé à la mosquée «Abou Bakr Essidik» de la daïra de l'Oued Fodda à Chlef est l'archétype du niveau de consciences religieuse et sociale atteint par un groupe de jeunes, animé par un esprit d'abnégation sans limites qu'ils ont choisi de mettre au service de ce lieu de culte, où il veillent au bien être des fidèles.

«L'idée de création de ce groupe bénévole remonte à trois ans à l'initiative d'enfants du quartier qui ont émis le vœu de se mettre au service des fidèles de cette mosquée, toujours en construction», ont expliqué ses membres.

L'initiative a été saluée par le comité de la mosquée et ce groupe de jeunes s'est chargé, dès lors, du nettoyage des tapis de prières et de la sécurisation du périmètre de la mosquée, tout en offrant eau et dattes aux fidèles, a-t-on expliqué. L'un des bénévoles, Abdelhalim Zemri, a signalé à l'APS que son groupe est devenu, durant ce Ramadan, plus organisé, s'étant notamment doté de tenues unifiées.

Un autre membre de ce groupe, Karim, a expliqué son adhésion à ce groupe par sa

volonté de changer certains comportements «négatifs» répondus, notamment durant le mois sacré, dans les mosquées, qui enregistrent une hausse du nombre des fidèles, de tous les âges, pour les prières de Tarawih (surrogatoires).

En effet, la présence de ces jeunes bénévoles, facilement reconnaissables à leur tenue, est remarquée un peu partout dans la mosquée, où il veillent au grain, portant une attention particulière aux personnes âgées et celles aux besoins spécifiques, qu'ils aident dans l'accomplissement de leurs prières surrogatoires.

Appels à répondre cette initiative à plus grande échelle

Cette action de tous les jours consentie par ces jeunes bénévoles a fait de la mosquée «Abou Bakr Essidik» de la cité Abdelkader Belhamri de l'Oued Fodda, une destination préférée pour un grand nombre de fidèles, qui l'apprécient pour l'organisation qui y règne ainsi que pour l'amabilité et l'abnégation de ces jeunes, qui veillent, sans relâche, au bon déroulement des cinq prières



de la journée et de celles des Tarawih, selon l'expression de l'un des fidèles de cette mosquée. C'est ainsi qu'ils ont exprimé le vœu de voir cette initiative généralisée à d'autres mosquées de la wilaya.

Un autre fidèle, Abderrahmane, a assimilé le travail accompli par ces jeunes à celui des serveurs des Lieux Saints de l'Islam, plaidant pour une généralisation de cette expérience aux autres mosquées de la ville de l'Oued Fodda, et de toutes celles de la wilaya.

Ces jeunes, dont l'action est louable à plus d'un titre, a ajouté un troisième fidèle, Mo-

hamed, ont énormément contribué dans l'organisation des lieux, en assurant notamment l'eau aux fidèles et en empêchant les enfants de perturber leurs prières. Pour Miloud Bouazdai, professeur de sociologie et d'études religieuses à l'Université Hassiba Ben Bouali de Chlef, ce groupe de jeunes est le reflet d'une véritable prise de conscience pour l'intérêt du bénévolat au service de la société et de la religion.

Le spécialiste a souligné l'importance d'encadrement de cette action afin qu'elle ne soit pas éphémère.

TIPASA : Affichage des listes des 940 bénéficiaires de logements à Bou Ismail, Fouka et Sidi Amar

Les listes de 940 bénéficiaires de logements publics localisés à Bou Ismail, Fouka et Sidi Amar ont été rendues publiques dimanche, a-t-on appris des services de la wilaya de Tipasa.

Cette opération est inscrite au titre d'un important programme prévoyant la distribution progressive de près de 14.000 unités LPL, avant la fin de l'année en cours à Tipasa, a-t-on ajouté de même source.

Les listes, dont l'affichage c'est fait dans le calme, selon le constat fait par l'APS, concernent 400 unités à Fouka, 300 à Sidi Amar et 240 à Bou Ismail. La commission de wilaya chargée des dossiers recueillera, néanmoins, tous les recours concernant ces listes, avant l'affichage définitif des noms des bénéficiaires, dont la condition principale pour ouvrir droit à cette formule de logements est d'avoir un salaire mensuel de moins de 24.000DA. Une autre liste de bénéficiaires de 400 autres logements publics localisés (LPL) à Fouka sera rendue publique au courant de cette semaine, ont signalé les services de la wilaya. Pour rappel, la wilaya de Tipasa avait auparavant annoncé dans un communiqué le lancement de la plus grande opération de distribution de logements publics localisés dans la wilaya à partir du mois



Tipasa, soit Cherrhell (542 unités), Hameur El Ain (236), Gouraya (100), Chaïbia (100), Bou Ismail (40) et Damous (388), a-t-on ajouté de même source. La poursuite de l'opération de distribution au niveau des autres sites, dont Hadjout, Koléa et Sidi Rached, se fera suivant l'avancement des travaux d'aménagement à leur niveau, conclut le document.

BOUIRA : 850 abonnés sans électricité depuis hier pour non paiement de dettes

Au total 850 abonnés de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SDC) de Bouira seront privés d'électricité à partir de lundi pour non paiement de dettes dont le montant est jugé «très important», a indiqué une responsable au sein de la société. Ces abonnés, répartis sur les communes de Chorfâ, Ath Mansour, Ighrem et Ahnif, sont considérés comme de «mauvais clients» de la SDC et détiendraient des

dettes de «plus de 20 millions de DA», a expliqué à l'APS la chargée de la communication à la SDC, Ouidad Benyoucef. «Suite à ces dettes qui sont de l'ordre de 20,3 millions de DA, les services de la SDC procéderont à partir de demain (lundi) à la coupure de de l'électricité dans ces régions en vue d'obliger ces mauvais clients à payer leurs duss», a précisé la même responsable.

Dans la daïra de M'Chedal-

lah (Est de Bouira), les créances de la SDC de Bouira auprès de ces abonnés se sont élevées à 145 millions de DA, a encore précisé Mme Benyoucef, tout en assurant que l'opération de recouvrement se poursuivra après l'Aïd El Fitr pour «toucher l'ensemble des mauvais clients appartenant à l'agence commerciale de M'Chedallah».

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne de coupure d'énergie qui avait

touché, dans un premier temps, les abonnés des localités de Bouira, Haizer, Taghzout, Aomar et Lakhdar, a détaillé la chargée de la communication de la SDC.

«Tous les employés et agents de la Direction de Distribution de Bouira sont mobilisés en vue de la mise en œuvre de cette campagne de coupure de l'électricité et gaz qui va toucher toute la wilaya de Bouira», a-t-elle dit.

SELON LA GENDARMERIE NATIONALE Recul du nombre d'accidents de la route durant Ramadhan

Le nombre d'accidents de la route a connu un recul durant Ramadhan dans la wilaya de Blida avec 35 accidents, soit une réduction de 14 sinistres durant la même période de l'année dernière, a affirmé lundi le colonel Remati Ahmed, commandant de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale.



«Le recul du nombre d'accidents de la route (-14 cas) durant Ramadhan 2017 par rapport à la même période de l'année dernière, reflète l'efficacité des campagnes de sensibilisation menées par la brigade territoriale de Blida tout au long de l'année en vue de limiter le phénomène du terrorisme routier», a déclaré le colonel Remati à l'APS en marge d'une visite à plusieurs points de contrôle, barrages de sécurité et points d'iftar collectif destinés aux usagers de l'autoroute est-ouest à Boufarik, Tamesguida, Htataba et Beni Merad.

Le responsable a fait état du retrait de 335 permis de conduire depuis dé-

but Ramadhan et la mise en place d'un dispositif sécuritaire de 1200 gendarmes pour l'exécution du plan spécial mois de Ramadhan et saison estivale. L'objectif de ce dispositif, a-t-il expliqué, est de veiller à la sécurité et à la protection des personnes et biens et de garantir le contrôle effectif du territoire à travers une présence permanente des effectifs sur le terrain.

Le colonel Remati a évoqué les mesures prises pour assurer la sécurité, notamment au niveau des espaces publics de loisir, les centres commerciaux et mosquées.

L'intervenant a cité également l'intensification de l'activité des brigades

territoriales de sécurité routière et des brigades mobiles et pédestres en vue d'assurer l'ordre public et garantir la fluidité du trafic routier au niveau de l'autoroute est-ouest.

Le responsable a mis l'accent sur la disponibilité et la capacité opérationnelles des éléments de la gendarmerie nationale, au niveau des principaux axes routiers et secondaires et des entrées de la wilaya de Blida.

Le colonel Remati a rappelé le numéro vert 10.55, du site tarikidz.dz et d'un autre site pour les plaintes mis à la disposition des citoyens 24/24h pour répondre aux préoccupations des citoyens.

ALGER Journée d'étude sur les réfugiés

L'Ecole nationale d'administration d'Alger accueillera mardi prochain une journée d'étude sur les réfugiés, a indiqué dimanche à Constantine la présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Fafa Benzerrouki.

Dans une déclaration à la presse, convoquée en marge d'une visite inopinée au centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis de Constantine, Mme Benzerrouki a indiqué que cette journée, initiée par le CNDH, vise à faire le point sur la situation des réfugiés et proposer des solutions pour la protection de leurs droits surtout que l'Algérie est un des pays ayant ratifié la convention interdisant le rapatriement forcé des réfugiés.

Selon la présidente du CNDH, la rencontre verra la participation de représentants de l'ONU, du ministère des Affaires étrangères, de la République arabe sahraouie démocratique et du CNDH.



Elle sera clôturée par l'adoption de recommandations à élever aux instances concernées. Lors de sa visite au CHU Benbadis, Mme Benzerrouki a inspecté les différents services du centre anti-cancer (CAC), le pavillon des enfants cancéreux du service de pédiatrie et les urgences médico-chirurgicales et a écouté, à l'occasion, les préoccupations des professionnels de la santé et des patients. Le CNDH, a-t-elle déclaré à l'occasion, est une institution

constitutionnelle dont la mission fondamentale est de «surveiller et évaluer toute atteinte aux droits de l'Homme y compris au sein des structures sanitaires.»

«Le CNDH ne ménagera aucun effort pour accomplir cette mission sur le terrain», a affirmé sa présidente, tout en assurant que ces visites ont débuté à Constantine et seront suivies par d'autres visites aux structures sanitaires publiques et privées des différentes wilayas du

pays pour vérifier les conditions de prises en charge des malades. Le bureau de la CNDH tiendra, courant cette semaine, une réunion d'évaluation sanctionnée par un rapport à remettre aux instances concernées pour prendre les décisions nécessaires, a ajouté Mme Benzerrouki, avant de rappeler que le CNDH est un organisme de consultation et de proposition. Les citoyens et employés de la santé, approchés par l'APS, ont apprécié l'initiative susceptible de faire évoluer les prestations sanitaires et les conditions de prise en charge des malades dans cet établissement de santé publique à portée régionale.

Le CNDH a été installé en mars dernier pour contribuer à la promotion des droits de l'Homme par des activités de terrain. La formation continue des acteurs, l'organisation de multiples activités et la diffusion de la culture des droits de l'Homme au sein de la société.

DGSN

Arrestation de plus de 2.800 individus impliqués dans divers crimes durant le mois de mai

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont traité, en mai, 2.372 affaires et arrêté 2.842 individus impliqués dans diverses affaires de drogues et détention d'armes blanches, a indiqué lundi un communiqué des services de Sûreté de la wilaya d'Alger.

Parmi les 2.842 mis en cause, 1.278 ont été arrêtés pour détention et consommation de drogues et de comprimés psychotropes, 188 pour port d'armes blanches et 1.376 autres impliqués dans différentes affaires, précise le communiqué.

Parmi les affaires traitées, 197 affaires concernent l'atteinte aux biens, 507 l'atteinte aux personnes dont une affaire d'homicide volontaire en plus de 26 affaires de meurtres et de famille et 453 affaires de crimes et délits contre les biens publics et 85 affaires de crimes économiques et financiers, souligne la même source.

S'agissant du port d'armes prohibées, les services de sûreté d'Alger ont traité 184 affaires auxquelles 188 personnes étaient impliquées dont 19 sont en détention préventive. Ces services ont traité également 1.099 affaires de possession et consommation de drogues et comprimés psychotropes, impliquant 1.278 personnes, outre la saisie de 4,36 kg de résine de cannabis, 10.934 comprimés psychotropes, 328,21 g d'héroïne et 1,85 grammes de cocaïne. Concernant les activités générales de la police durant la même période, les forces de police ont effectué 238 opérations de contrôle d'activités commerciales réglementées. En matière de prévention routière, «les services de la sûreté publique ont enregistré durant la même période 12.937 infractions routières ayant donné lieu au retrait de 4.126 permis de conduire. Les mêmes services ont également enregistré 69 accidents de la route ayant fait 5 morts et 82 blessés.»

Ces mêmes services ont effectué 1.032 opérations de maintien de l'ordre tandis que 12 opérations de démolition ont été effectuées par la police de l'urbanisme. Pour ce qui est du numéro vert (1548), du numéro de la police de secours (17) et du nouveau numéro (104), le communiqué a indiqué que 59.222 appels ont été reçus.

11 affaires pénales élucidées et 19 personnes arrêtées en mai 2017

Les brigades criminelles des forces de police ont élucidé 11 affaires pénales à travers le territoire national, ce qui a permis de traduire 19 personnes devant la justice, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Grâce aux techniques scientifiques modernes en matière de recherche et d'investigations criminelles, les brigades pénales de la police ont élucidé, en mai dernier, 11 affaires pénales liées aux cas d'homicide volontaire et aux coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort à travers le territoire national, toutes commises à l'arme blanche, ce qui a permis d'arrêter 19 personnes et de les traduire devant la justice, dont 11 accusés principaux et 8 acolytes. La police judiciaire a également traité et élucidé 4 affaires d'homicide volontaire qui ont permis l'arrestation de 10 personnes, déferées aux juridictions territorialement compétentes. Par ailleurs, 7 affaires de coups et blessures volontaires ont été traitées, ce qui a permis l'arrestation de 9 personnes qui ont été présentées devant les juridictions compétentes. Les rixes et les actes de provocation figurent en tête des causes des homicides volontaires avec 6 cas et un taux de 54,54% suivis des disputes familiales (27,27%) puis des affaires liées à l'alcool et à la drogue avec un taux de 9,09%.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION:

9 morts et 219 blessés durant la période du 6 au 12 juin

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 219 autres ont été blessées dans 194 accidents de la circulation enregistrés durant la période allant du 6 au 12 juin, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Selon la même source, ce bilan fait ressortir une baisse des accidents (-8), du nombre de blessés (-41 cas) et une hausse des cas de décès (+4), par rapport à la période précédente. Le facteur humain est la première cause de ces accidents avec 95%, ont indiqué les services de la circulation routière. La DGSN a exhorté les usagers de la route au respect du code de la route et à la vigilance lors de la conduite.

APS

DIMANCHE À 17H48 Secousse tellurique de magnitude 3 dans la wilaya de Batna

Une secousse tellurique de magnitude 3 sur l'échelle de Richter a été enregistrée dimanche à 17h48 à N'Gaous, dans la wilaya de Batna, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de cette secousse a été localisé à 6 Km au sud-est de N'Gaous, précise la même source.

COLLISION ENTRE UN TRAIN ET UN VÉHICULE DE TOURISME : Un blessé

Une forte collision entre un train de voyageur et un véhicule de tourisme, survenue dimanche après-midi à hauteur d'un passage à niveau situé non loin de la localité de Timezrit, à 35 km à l'ouest de Bejaia, a fait un blessé grave, a-t-on appris auprès de la protection civile. La victime à bord d'un véhicule de type 4x4, entraînée par le train sur une distance de près de plus de 150 mètres, a été sujette à de graves blessures ayant été complètement incarcérée lors du choc, a-t-on précisé sans indiquer si ses jours sont en danger ou pas. Une fois libérée de la

tôle qui s'est refermée sur elle, la victime a été immédiatement transférée à l'hôpital de Sidi-Aich, a-t-on ajouté. Aucun blessé n'a par ailleurs été déploré parmi les voyageurs du train, qui a réussi à garder sa stabilité sans pour autant dérailler. La circulation ferroviaire a été interrompue deux heures durant mais a du reprendre du service depuis. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes à l'origine de l'accident.

CHINE : Un incendie dans une usine fait six morts et un blessé



Six personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée suite à un incendie qui s'est déclaré dimanche dans une usine de la province chinoise de Hebei (nord), ont indiqué lundi les autorités locales. Le feu s'est déclaré dans une usine de plastique de la ville de Huanghua, alors que sept ouvriers s'y trouvaient, a précisé le gouvernement de la ville. Deux ouvriers sont morts sur les lieux de l'incident, et quatre au-

tres ont succombé à leurs blessures à l'hôpital, alors que le septième ouvrier est hospitalisé et se trouve dans un état grave.

En raison de son incapacité à satisfaire aux exigences de contrôle de la pollution, l'usine avait reçu l'ordre de suspendre la production en avril dernier mais elle a cependant repris ses activités malgré cet ordre. Le propriétaire de l'usine a été arrêté, et les autorités ont ouvert une enquête.

Manœuvres interprovinciales de secours en cas de catastrophes

Des manœuvres interprovinciales de secours en cas de catastrophes ont été organisées lundi matin dans la ville chinoise de Hefei (est) pour tester les capacités de secours post-séismes, a annoncé lundi le ministère de la Sécurité publique.

Des équipes de secours venues de neuf provinces et municipalités, dont huit équipes de secours dotées d'équipements lourds et une dotée d'équipements

légers, ainsi que 766 personnes et 116 véhicules ont participé à ces manœuvres.

Les manœuvres concernaient un séisme simulé ayant entraîné des dégâts routiers, le blocage de rivières, l'effondrement d'immeubles et la prise au piège de personnes.

Dans ce scénario, des équipes de secours et de pompiers de la province de l'Anhui ont lancé immédiatement des opérations de se-

coures, et le ministère de la Sécurité publique a déclenché un plan d'urgence et envoyé des équipes de secours venues de huit provinces pour participer aux missions de secours.

Les manœuvres visaient à renforcer la coordination des départements concernés à l'égard de la lutte contre les catastrophes et à améliorer les capacités de secours des départements de pompiers, a expliqué le ministère.

G-B Des piétons fauchés par un véhicule à Londres, «plusieurs blessés»



Un véhicule a fauché plusieurs piétons dans la nuit de dimanche à lundi dans le nord-est de Londres, faisant «plusieurs blessés», a annoncé la police britannique qui a affirmé avoir procédé à une arrestation.

«La police a été appelée juste après 00H20 (23H20 GMT) après

le signalement qu'un véhicule est entré en collision avec des piétons», a indiqué la police dans un communiqué, précisant que l'incident a fait «un certain nombre de blessés».

La même source a ajouté qu'«une personne a été arrêtée» sans donner plus de détails.

APS

FORÊT TROPICALE: Des chefs religieux luttent contre la déforestation

Des chefs religieux et spirituels se sont réunis lundi à Oslo pour mettre leur autorité morale au service de la lutte contre la déforestation, fléau qui prive chaque année la planète de dizaines de milliers de km2 de forêt tropicale.

Issues des cultes chrétien, musulman, hindou, bouddhiste, taoïste ou encore juif, ces personnalités vont s'entretenir pendant trois jours avec des climatologues, des représentants des populations autochtones et des experts des droits de l'Homme dans l'espoir d'adopter un plan d'action interconfessionnel en 2018.

«Nous croyons que c'est la première fois de l'histoire que des leaders de toutes les principales religions et croyances, des autochtones des pays abritant une forêt tropicale, des scientifiques, des gouvernements unissent leurs forces pour protéger l'écosystème le plus riche et unique sur



Terre: la forêt tropicale humide», a expliqué Lars Vold, directeur de l'ONG Rainforest Foundation Norway, l'un des initiateurs cité par l'AFP.

«Un écosystème qui fournit des services globaux en termes de maintien de la biodiversité, de régulation du climat et de lieu de vie pour des millions et des millions de personnes», a-t-il ajouté lors d'une rencontre avec la presse.

Subissant les multiples agressions de producteurs d'huile de palme ou de soja, d'élevages de bovins, de compagnies minières ou encore de l'industrie forestière, la forêt tropicale a, selon l'Organisation des Nations unies

pour l'alimentation et l'agriculture, perdu 7 millions d'hectares entre 2000 et 2010 même si le rythme de disparition a fortement ralenti.

«Les religions du monde, chacune à sa façon, contiennent un appel moral à protéger les forêts tropicales», a souligné William Vendley, secrétaire général de l'ONG Religions for Peace cité par cette source. Outre un plan d'action, les promoteurs de l'Initiative interconfessionnelle pour la forêt tropicale - qui compte aussi le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) - visent la tenue d'un sommet inter-religieux l'an prochain.

INCENDIE AU PORTUGAL: Plus de 1.000 pompiers toujours à pied d'oeuvre

Plus de 1.000 pompiers étaient toujours à pied d'oeuvre lundi au centre du Portugal pour maîtriser le gigantesque incendie de forêt qui a coûté la vie à au moins 62 personnes, le feu, qui s'était déclaré samedi après-midi à Pedrogao Grande dans le centre du pays, continuait de faire rage, se propageant aux régions voisines de Castelo Branco et Coimbra, selon des médias.

A travers l'ensemble du pays, le nombre de foyers d'incendie s'est réduit pendant la nuit à 35, mais les moyens mobilisés restaient quasiment les mêmes, avec

plus de 2.000 pompiers et 660 véhicules. «Le risque d'incendie est maximal» dans le centre, prévenait la protection civile.

Le dernier bilan officiel fait état de 62 morts et 62 blessés, dont cinq dans un état grave, un enfant et quatre pompiers. Mais les autorités n'excluent pas de trouver d'autres victimes dans des villages cernés par des murs de flammes.

Sur les collines situées entre les bourgades de Pedrogao Grande, Figueiro dos Vinhos et Castanheira de Pera, encore recouvertes d'eucalyptus et de

pins 24 heures plus tôt, la dévastation était totale dans les zones brûlées.

Selon les autorités, une grande partie des victimes ont péri dans leurs voitures, piégées par les flammes alors qu'elles circulaient samedi sur la nationale 236 reliant Figueiro dos Vinhos à Castanheira de Pera. D'autres corps ont été découverts dans des maisons de zones isolées. Au moins trois villages à proximité de Pedrogao Grande ont été évacués.

La police judiciaire a «réussi à déterminer qu'un orage sec est à l'origine de l'incendie»,

écartant la piste criminelle après avoir trouvé un arbre frappé par la foudre.

Quatre Canadiens espagnols et trois avions français sont arrivés dimanche pour appuyer les pompiers portugais. Deux avions espagnols et deux italiens devaient arriver lundi, ainsi que des renforts terrestres, dans le cadre du mécanisme européen de protection civile activé à la demande de Lisbonne.

Le Portugal a connu ce week-end une forte canicule, avec des températures dépassant les 40 degrés dans plusieurs régions.

CRASH D'AVION EN BIRMANIE: La boîte noire retrouvée

La boîte noire de l'appareil militaire birman qui s'est abîmé le 7 juin en mer d'Andaman, avec 122 personnes à bord, a été retrouvée, a annoncé dimanche l'armée birmane, augmentant les espoirs de connaître les raisons de l'accident.

Les deux éléments de la boîte noire, l'enregistreur phonique (Cockpit Voice recorder) et l'enregistreur de paramètres (Flight Data Recorder) ont été placés à bord d'un bâtiment militaire, ont indiqué des responsables de l'armée birmane.

Ces deux éléments se trouvaient à l'intérieur de la queue de l'appareil, un Shaanxi Y8 chinois, dont une partie a été repêchée par un navire de pêche la semaine dernière. L'armée n'a pas précisé



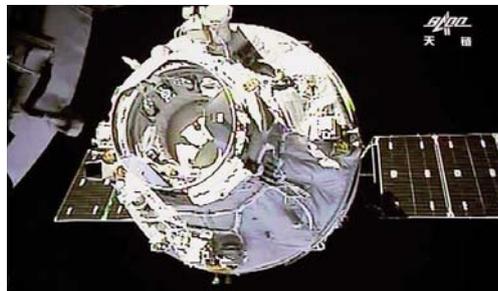
combien de temps il faudrait pour décrypter les données de la boîte noire.

D'autre part, des bâtiments de la marine birmane et des chalutiers ont retrouvé à ce jour 92 corps plus des débris de l'appareil au

large de la ville de Dawei, dans le sud du pays. L'appareil effectuait une liaison de routine entre Myeik (sud) et Yangon. Il était en service depuis moins de deux ans et n'avait volé que 800 heures, selon les militaires birmanes. La plupart des

TECHNOLOGIE

Deuxième amarrage du vaisseau cargo chinois Tianzhou-1 au laboratoire spatial Tiangong-2



Le vaisseau cargo chinois Tianzhou-1 a achevé, lundi à 14h55, son deuxième amarrage au laboratoire spatial Tiangong-2, après avoir volé autour de celui-ci, selon des médias.

Tianzhou-1 s'est séparé de Tiangong-2 lundi matin et a volé autour du laboratoire spatial, selon le Bureau de l'ingénierie spatiale habitée de Chine. Tian-

zhou-1, le premier vaisseau cargo chinois, a été lancé le 20 avril à partir de la province méridionale de Hainan et a accompli le 22 avril son amarrage automatisé au laboratoire spatial en orbite Tiangong-2.

Ces deux vaisseaux spatiaux ont terminé leur premier ravitaillement en orbite le 27 avril et leur deuxième le 15 juin.

Un satellite échoue à atteindre son orbite prévue

Un satellite de radiodiffusion lancé lundi à 00h11 par une fusée porteuse Longue Marche-3B depuis le Centre de lancement de satellites de Xichang, dans le sud-ouest de la Chine, a échoué à atteindre son orbite prévue. La raison exacte de l'échec du lancement de ce satellite de radiodiffusion fait l'objet d'une enquête.

ÉTATS-UNIS Démission de six experts conseillant Trump sur le sida



Six membres d'un comité officiellement chargé de conseiller le président américain sur la lutte contre le sida ont annoncé dimanche avoir présenté leur démission au motif du «désintérêt» de Donald Trump pour la question.

Les six experts --Scott Schoettes, Lucy Bradley-Springer, Gina Brown, Ulysses Burley, Michelle Ogle et Grissel Granados-- affirment dans une lettre publiée par Newsweek que le gouvernement du président américain n'a pas de stratégie de lutte contre l'épidémie actuelle de VIH/sida.

Selon eux, l'exécutif ne recherche «aucune information» utile sur le sujet auprès des experts du comité consultatif, dont le nom en anglais est Presidential

Advisory Council on HIV/AIDS (PACHA) et qui peut compter jusqu'à 25 membres. «De façon plus préoccupante», poursuivent les signataires démissionnaires, le gouvernement «défend des lois qui vont nuire aux personnes atteintes du VIH et vont interrompre ou revenir en arrière sur des progrès importants réalisés dans la lutte contre la maladie».

«Nous ne pouvons pas ignorer les nombreux signaux envoyés par le gouvernement Trump montrant qu'il ne prend pas au sérieux l'épidémie actuelle et les besoins des personnes atteintes du VIH», ajoutent-ils. Seulement 40% des personnes vivant avec le VIH aux États-Unis ont accès à des traitements cruciaux pour leur survie, rappellent les six experts.

TOUR GRENFELL: L'incendie aurait pu être «évitée»



Le maire de Londres Sadiq Khan a estimé dimanche que l'incendie de la tour Grenfell, qui a fait 58 morts présumés, était un «accident évitable» causé par une série d'erreurs et de négligences.

L'édile s'exprimait à l'issue d'un service religieux organisé en hommage aux victimes dans une église proche de la tour.

Le sinistre était «un accident évitable qui n'aurait pas dû se produire», a-t-il dit, sur la BBC. «Cette tragédie est la conséquence d'erreurs et de négligences de la part de responsables politiques, de la mairie (de quartier) et du gouvernement», a-t-il ajouté.

L'incendie, d'origine inconnue, a ravagé dans la nuit de mardi à mercredi un immeuble de logements sociaux de l'ouest de la capitale britannique, faisant 30 morts confirmés, et 28 autres présumés, selon un bilan provisoire fourni samedi par la police.

Ce bilan très lourd a provoqué la colère des survivants et proches des victimes, qui accusent les autorités locales de ne pas avoir entendu les cris d'alerte concernant la sécurité du bâtiment parce qu'ils provenaient d'une population majoritairement modeste.

«La communauté locale a le sentiment d'avoir été mal traitée parce que certains d'entre eux sont pauvres», a souligné le maire de Londres.

Les gens du quartier sont «frustrés et en colère», a insisté M. Khan. Dans une tribune publiée dimanche dans The Observer, Sadiq Khan estime également «crucial que toute la vérité soit faite sur ce qui s'est passé et de découvrir si des avertissements ont été ignorés».

«Nous avons une dette envers toutes les victimes», a-t-il ajouté. «Faire en sorte que leurs familles soient correctement prises en charge, et que ça ne se reproduise plus jamais».

Le Royaume-Uni observa une minute de silence lundi à 11h00 locales (10h00 GMT) en mémoire des victimes.

Ce sera la quatrième fois depuis le 22 mars et l'attentat commis près du Parlement (5 morts), puis celui de Manchester (22 morts) le 22 mai, et enfin l'attaque de Londres du 3 juin (8 morts), que le pays se plonge ainsi avec gravité dans le recueillement.

APS

INDONÉSIE: 4 détenus s'évadent d'une prison à Bali



Quatre détenus se sont évadés d'une prison à Bali, a annoncé hier la police de l'île la plus touristique d'Indonésie, archipel d'Asie du Sud-Est.

L'évasion de ces prisonniers étrangers --un Bulgare, un Indien, un Malaisien et un Australien libérable dans quelques mois-- serait intervenue via un trou de 50 x 75 centimètres sur le mur extérieur de la prison», a déclaré un porte-parole de la police, Hengky Widjaja cité par l'AFP.

Des recherches sont en cours et la police a multiplié les contrôles à l'aéroport international de Denpasar ainsi que dans les ports et gares routières, selon la même source. Les évasions sont fréquentes en Indonésie où les pri-

sons sont souvent surpeuplés et insalubres.

La semaine dernière, des dizaines de détenus se sont évadés d'une prison de l'ouest de pays après l'effondrement d'un mur de l'établissement provoqué par des inondations consécutives à des pluies diluviennes.

La plupart des évadés avaient ensuite été repris.

En mai, environ 200 détenus s'étaient évadés de façon spectaculaire d'une prison de Sumatra. Ils avaient profité de l'ouverture des cellules pour la grande prière du vendredi, dans ce pays à majorité musulmane, pour forcer une grille surveillée par une poignée de gardiens. La plupart des évadés avaient ensuite été repris.

CHINE: Au moins 26 blessés à cause de turbulences sur un vol Paris-Kunming



Au moins 26 personnes à bord d'un avion de la compagnie aérienne China Eastern Airlines ont été blessées à cause de turbulences aériennes dimanche matin avant l'atterrissage à Kunming, capitale de la province chinoise du Yunnan (sud-ouest).

Le vol MU744, au départ de l'aéroport de Paris Charles de Gaulle, était sur le point d'atterrir à l'aéroport international Changshui de Kunming quand il a subi des turbulences, a annoncé la China Eastern Airlines via son compte Weibo.

Les blessés ont été transportés au Premier hôpital de la province

chinoise du Yunnan et à l'hôpital de Yan'an affilié à l'Université de médecine de Kunming après l'atterrissage de l'avion vers 09h00, une heure plus tard que prévu, ont indiqué les autorités locales.

Les blessés, dont quatre souffrent de blessures graves, présentent des fractures osseuses, des lacerations cutanées, des lésions des tissus mous et d'autres blessures légères. Aucun blessé ne se trouve dans un état critique.

Les autorités locales sont encore en train de vérifier le nombre total de blessés et leurs informations personnelles.

FRANCE Paris annonce «la mort accidentelle» d'un de ses soldats au Mali

La présidence française a annoncé dimanche «la mort accidentelle» d'un soldat français lors d'une opération dans le nord du Mali.

«Le président de la République a appris avec tristesse la mort accidentelle la nuit dernière au Mali d'un soldat du 1er régiment de chasseurs parachutistes de Pamiers lors

d'une opération aéroportée effectuée dans la région d'Almoustarats, au nord de Gao (nord du Mali), indique un communiqué de la présidence française. Cette annonce intervient alors qu'une attaque était en cours dimanche après-midi contre un campement touristique à Bamako, la capitale malienne. Des

voisins de ce site situé à la périphérie de Bamako cités par l'AFP ont dit avoir entendu des coups de feu en provenance du lieu attaqué. Une fumée s'élevait au-dessus du site, vers lequel ont convergé des soldats de l'armée malienne et de la force française antiterroriste Barkhane, selon des médias.

Courir réparerait les lésions cérébrales

Courir augmenterait la production de facteurs de croissance nerveuse (VGF) et faciliterait la réparation des dommages cérébraux.

Courir déclencherait la production d'une molécule qui répare les tissus du cerveau et prolonge la durée de vie après une lésion cérébrale, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Cell Report. Ces conclusions ont été obtenues sur des souris et permettront de mettre en place de nouvelles recherches pour découvrir des traitements innovants pour traiter certains troubles neurodégénératifs, comme la sclérose en plaques.

Les chercheurs de l'Hôpital d'Ottawa et de l'Université d'Ottawa au Canada ont réalisé une étude avec des souris génétiquement modifiées dont la taille du cerveau avait été réduite. En conséquence, ces cobayes avaient une espérance de vie réduite (entre 25 et 40 jours) et des difficultés de déplacement.

COURIR AUGMENTE LA DURÉE DE VIE DES SOURIS

Les scientifiques ont comparé le cerveau des rongeurs qui aient couru et ceux qui étaient restés sédentaires. Ils ont observé que les souris actives vivaient plus



longtemps, que leur équilibre s'était amélioré et que les neurones du cerveau des souris exercées ont affiché une augmentation de la myéline. La

myéline est une substance blanche, à base de lipides qui entoure la majorité des fibres nerveuses. Elle agit de façon similaire à l'isolation électrique

des câbles. Sans elle, les nerfs ne peuvent pas porter leurs messages aussi rapidement et efficacement.

« Nous avons vu que les neurones

existants sont devenus mieux isolés et plus stables. Cela signifie que les neurones malades fonctionnaient mieux et les circuits précédemment endommagés dans le cerveau sont devenus plus fonctionnels », explique le Dr. Matias Alvarez-Saavedra, auteur principal. Mais, dès que l'activité physique a été stoppée, ce processus a été interrompu.

Les facteurs de croissance nerveuse (VGF) produits durant l'exercice, seraient à l'origine de ce phénomène.

« Ce qui est clair est que les VGF sont importants pour relancer la guérison dans les zones endommagées du cerveau. Nous avons besoin de faire des recherches plus larges pour voir si cette molécule peut également être utile dans le traitement de la sclérose en plaques et d'autres maladies neurodégénératives », explique le Dr. Picketts, auteur principal du document et chercheur principal à l'Hôpital d'Ottawa et professeur à l'Université d'Ottawa.

Comment bien choisir ses chaussures ?

C'est décidé, vous vous mettez au running ! Bonne nouvelle pour votre santé, votre bien-être et votre forme. Mais avant de transpirer, il est essentiel de bien s'équiper en chaussures. Conseils et recommandations de David Pochot, expert technique chez Asics.

Quand on décide de se mettre à la course à pied, il est important d'investir dans des chaussures de qualité pour ne pas se dégoûter du sport et surtout ne pas se blesser. « Il vaut mieux mettre 30 euros de plus dans la paire et se garantir un vrai confort et une sécurité de course que de risquer de se blesser » insiste David Pochot. Surtout qu'une course débutante a vraiment besoin d'un bon matériel. En effet

courir doucement fatigue plus et favorise les risques de blessures tels que les tendinites et les maux de dos car on passe plus de temps les pieds au sol que les coureurs rapides et performants. David Pochot, expert Asics rappelle aussi que « les femmes auraient tendance à se sous-équiper et à privilégier l'esthétisme à la sécurité de la chaussure. » Pour un premier achat, il faut prendre le temps d'aller en boutique et de se faire conseiller par un vendeur spécialisé. A chaque pieds sa chaussure ! « Dans des chaussures de qualité, vous devez ne pas avoir mal, vous devez vous sentir en sécurité, protégée et stable » explique David Pochot.



Les astuces pour courir au moins 20 minutes

Envie de faire du sport ? S'il vous manque encore la motivation nécessaire pour être dans le starting block, voici de quoi vous convaincre à vous mettre au jogging et débuter en douceur.

Quand on commence la course à pied ou qu'on reprend après une longue période d'arrêt, il arrive assez fréquemment qu'on se retrouve essoufflé après 5 à 10 minutes. Résultat, on est déçu et on parfois, on abandonne. Pour éviter cette situation, il ne faut pas hésiter à découper sa séance en plu-



sieurs séquences. On commence par un échauffement d'au moins 5 minutes pendant lesquelles on mobilise chevilles, genoux, bassin, dos, épaules et cou. Puis on enchaîne 5 minutes de marche rapide. Après cela, on peut commencer un « entraînement en fractionné », qui consiste à alterner course et marche. Par exemple, on court pendant 3 minutes, puis on marche pendant 1 minute, cinq fois de suite. Les périodes de marche permettent au corps de récupérer et de s'habituer

à l'effort sans être trop « stressé ». Au fur et à mesure des entraînements, on marche de moins en moins longtemps jusqu'à ne plus marcher du tout ! Evidemment, on n'oublie de s'étirer à la fin de chaque séance.

En plus de garantir un poids stable (la condition de ne pas se jeter sur un pot de glace après la séance), le running tonifie le bas du corps. Un entraînement régulier renforce les muscles, les ligaments et les tendons, éloignant dans le même temps le risque de blessures.

CONTRE LE MAL DE DOS, BOUGEZ !

La sédentarité nuit aux disques aux intervertébraux. Se mettre en mouvement dès le plus jeune âge permet de se prémunir de futurs maux de dos.

Courir régulièrement aurait un effet bénéfique contre le mal de dos, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Scientific Reports*. Mais, juste prendre les escaliers et se promener suffissent pour faire un travail sur les disques intervertébraux de la colonne et de se prémunir des maux de dos à long terme. Jusqu'à présent, les études scientifiques déclaraient majoritairement que les disques rachidiens n'étaient pas en mesure de répondre à aucun type d'exercice en raison du métabolisme lent des disques intervertébraux. Cette nouvelle étude donne l'espoir que l'activité physique puisse être prescrite comme un remède pour renforcer les disques vertébraux. Et cette ordonnance serait particulièrement vraie pour les jeunes, car l'exercice peut être utilisé comme mesure préventive ou traitement des problèmes de dos tout au long de la vie.

SE PRÉMUNIR DES MAUX DE DOS EN RÉDUISANT LA SÉDENTARITÉ

Les chercheurs de l'université Deakin (IPAN), en Australie ont mené une étude avec 79 participants et ont prouvé que les disques vertébraux prennent trop de temps pour répondre à l'exercice. Ils ont développé des protocoles efficaces d'activité physique pour le renforcement des disques intervertébraux, ce qui favorise la santé tout au long de votre vie.

Le professeur Prof Belay, auteur de l'étude, insiste sur le fait que l'exercice physique doit être pratiqué dès la préadolescence pour réduire les risques de santé et les problèmes de dos au cours de la vie.



«Même une petite marche pendant une pause au travail ou choisir de prendre les escaliers plutôt que l'ascenseur est bénéfique pour les disques, ainsi que pour la santé générale du dos», complète Daniel Belay, qui ajoute qu'une simple réduction du temps passé assis ou debout et immobile pouvait également aider.

LE RUNNING, UN SPORT À ÉVITER LORSQU'ON EST TRÈS MINCE

Les femmes dotées d'un IMC inférieur ou égal à 19 ne devraient pas pratiquer la course à pied : en effet, pour elles, le risque de fracture est beaucoup plus élevé. Si le running, c'est « la » discipline idéale lorsqu'on veut perdre du poids (car 1 heure de course à pied = 550 Kcal dépensées), ce sport peut également avoir un impact négatif sur la santé.

Ainsi, à chaque kilomètre de course, il y a environ 800 réceptions pied/sol avec 5 à 8 fois le poids du corps à chaque impact pour un coureur de 80 kg, cela correspond à une charge de 400 kg sur les hanches à chaque foulée. Des micro-traumatismes qui peuvent, à la longue, accélérer le vieillissement articulaire, voire provoquer de l'arthrose et/ou des fractures...

Selon une nouvelle étude conduite par l'Ohio State University (aux États-Unis), les femmes dont l'indice de masse corporelle (IMC) est égal ou inférieur à 19 ne devraient pas pratiquer le running. En effet, pour ces femmes très minces, le running peut être à l'origine de fractures. Celles-ci guériraient même moins vite que chez les femmes dotées d'un IMC



normal - c'est-à-dire compris entre 19 et 25.

UN TEMPS DE RÉCUPÉRATION PLUS LONG LORSQU'ON EST TRÈS MINCE

« Lorsque l'indice de masse corporelle est faible, la masse musculaire est insuffisante pour absorber les chocs provoqués par l'impact du pied sur le sol, explique le Dr. Timo-

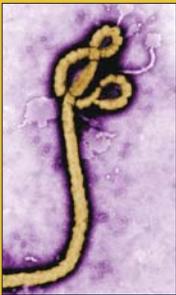
thy Miller, principal auteur de ces travaux publiés dans la revue spécialisée *Current Orthopaedic Practice*. Ainsi, ce choc se répercute directement au niveau osseux, ce qui conduit à des fractures. »

Les chercheurs ont également observé que chez les femmes très minces, le temps de récupération nécessaire après une fracture « sévère » était de 17 semaines en

moenne, contre 13 semaines pour les femmes plus pulpeuses.

« Avant le commencement le running, il est impératif de consulter un médecin qui donnera (ou pas) son feu vert. » Les scientifiques conseillent également aux sportives de calculer régulièrement leur IMC. (on vous rappelle la formule : poids (en kilogrammes) divisé par la taille (en mètres) élevée au carré.

Ebola : un vaccin s'avère prometteur



Après la phase épidémique, la lutte contre Ebola passe désormais par la conception d'un vaccin. Un essai clinique montre des signes encourageants.

Après l'épidémie d'Ebola qui a fait rage en Afrique, les chercheurs tentent de mettre au point un vaccin contre le virus, avec de premiers résultats prometteurs. Si la phase aiguë est terminée, Ebola réapparaît dans des petits groupes de population, et les survivants peuvent toujours transmettre le virus à leur entourage. Il est donc indispensable de concevoir un vaccin efficace. Des scientifiques du Réseau de recherche canadien sur l'immunisation ont testé un vaccin sur 40 personnes âgées de 18 à 65 ans. Dans leur étude parue dans *Canadian Medical Association Journal*, trois groupes de dix ont reçu trois doses différentes, et un quatrième s'est vu administrer un placebo. Les participants ont ensuite été revus en visite de contrôle six mois plus tard pour tester leur immunité contre le virus, déterminer quelle dose minimum est efficace, et repérer les éventuels problèmes de sécurité.

UN VACCIN BIEN TOLÉRÉ

Les résultats sont encourageants : les anticorps étaient nombreux chez tous les patients ayant reçu le vaccin, et aucun effet secondaire grave n'a été observé. Les réactions se limitaient à quelques douleurs à la tête ou sur le site d'injection pendant les quinze premiers jours. Sur la longueur, seules trois volontaires ont déclaré une réaction plus sévère : maux de tête, diarrhées, fatigue. Le vaccin peut donc être considéré comme bien toléré. Il représente une piste préventive, au même titre que d'autres vaccins faisant l'objet d'études cliniques plus ou moins abouties dans le monde.

SYRIE:

L'armée russe surveillera tout avion à l'ouest de l'Euphrate

Tous les avions de la coalition internationale menée par les Etats-Unis volant à l'ouest de l'Euphrate «seront suivis» et «considérés comme des cibles» par la défense anti-aérienne et l'aviation russes en Syrie, a annoncé lundi l'armée russe.

Le ministère russe de la Défense annonce par ailleurs la suspension du canal de communication établi avec le Pentagone pour empêcher les collisions aériennes après la destruction dimanche d'un appareil de l'armée syrienne par un avion de chasse américain.

«Les avions et les drones de la coalition internationale repérés à l'ouest de l'Euphrate seront suivis et considérés comme des cibles par les moyens terrestres de défense anti-aérienne et par les moyens aériens», a annoncé le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Concrètement, les moyens russes de défense anti-aérienne au sol viseront, sans nécessairement tirer, les avions volant à l'ouest de la ligne Raqa-Deir Ezzor. Et des chasseurs russes pourront être mis en branle pour intercepter avions et drones de la coalition menée par les Etats-Unis.

Cette annonce arrive au lendemain de la destruction par la première fois d'un appareil de l'armée syrienne par un avion de chasse américain, Washington accusant le gouvernement d'avoir bombardé ses alliés en Syrie.

Moscou accuse Washington de n'avoir pas «prévenu» l'armée russe qu'elle allait abattre cet avion, et exige que le commandement américain mène «une enquête approfondie» sur les agissements de ses militaires au cours de cet incident.

«Au moment (de cet évènement), des avions de l'armée russe effectuaient des missions dans l'espace aérien syrien. Pourtant, le commandement des forces de la coalition n'a pas utilisé les canaux de communication existants», poursuit le communiqué de l'armée russe.

En conséquence, la Russie suspend les canaux de communication existants avec les Etats-Unis dans le cadre du mémorandum sur la prévention des incidents aériens en Syrie. Moscou considère les actions de Washington comme un «non-respect délibéré» de cet accord signé en octobre 2015.

Moscou avait déjà annoncé en avril, après des frappes américaines contre une base des forces syriennes, son intention de suspendre ce protocole, qui contient des règles et restrictions visant à empêcher les incidents entre les avions des deux pays dans le ciel syrien.

Le document insistait sur le professionnalisme dont doit faire preuve les pilotes, conseillant l'utilisation de certaines fréquences radio communes et préconisant la création d'une ligne de communication secondaire au sol.

ATTAQUE PRÈS D'UNE MOSQUÉE À LONDRES: «Toutes les victimes sont musulmanes»



Toutes les victimes de l'attaque perpétrée dans la nuit de dimanche à lundi à l'aide d'une camionnette contre des piétons près d'une mosquée de Londres sont «musulmanes», a indiqué un responsable de l'anti-terrorisme, Neil Basu.

«Toutes les victimes faisaient partie de la communauté musulmane», a indiqué M. Basu, en précisant que la police devait encore établir si le décès d'un homme sur place était ou non lié à l'attaque, qui a fait 10 blessés.

«L'attaque a eu lieu alors qu'un homme recevait des premiers soins par les gens sur place et malheureusement il est mort. Tout lien de causalité entre sa mort et l'attaque va faire partie de l'enquête», a-t-il ajouté, soulignant qu'il était «trop tôt pour conclure que sa mort résultait de l'attaque».

Il a répété que l'événement était traité «comme une attaque terroriste» et que le conducteur de la camionnette avait été arrêté pour «tentative de meurtre».

L'attaque a eu lieu à proximité de la mosquée de Finsbury Park, dans le nord-est de Londres alors que des fidèles en sortaient.

BREXIT : Barnier et Davis lancent officiellement les négociations à Bruxelles

Les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) ont été lancées hier au siège de la Commission européenne à Bruxelles par le négociateur en chef de l'Union, le Français Michel Barnier, et le ministre britannique du Brexit David Davis.



«Nous lançons, aujourd'hui, officiellement les négociations pour une sortie ordonnée du Royaume-Uni de l'UE», a déclaré le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, juste avant le début des discussions, précisant que le premier objectif visé, à travers cette première réunion, est de «attaquer aux incertitudes causées par le Brexit».

Il s'agit, a-t-il poursuivi, des incertitudes causées «pour les citoyens mais aussi pour les bénéficiaires des programmes européens», ainsi que de la question de la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

Le ministre britannique chargé du Brexit, David Davis, a affirmé de son côté la détermination de son pays à bâtir un partenariat fort et spécial avec ses alliés dans l'UE, assurant que les négociations débutent sur «un ton positif et constructif».

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani a exprimé son souhait de voir les négociations se dérouler de «manière ordonnée et dans un esprit de coopération», soulignant que la présen-

tation des droits des citoyens européens touchés par le Brexit, le respect de l'accord de Belfast sur la frontière irlandaise et le respect par le gouvernement britannique de ses engagements financiers sont «indispensables» pour que le Parlement approuve l'accord de sortie qui sera conclu à l'issue de ces négociations.

Le référent du Parlement européen pour le Brexit, Guy Verhofstadt, a mis l'accent, pour sa part, sur la nécessité de progresser dans le domaine des droits des citoyens afin de «créer une sécurité juridique tant pour notre population que pour les entreprises».

La première réunion marquant le coup d'envoi des pourparlers destinés à mettre fin à 44 ans d'une adhésion souvent tourmentée, sera consacrée à l'organisation des négociations qui s'annoncent, d'ores et déjà, «complexes» et à «l'identification des priorités» afin de permettre un «retrait ordonné».

Selon un calendrier des négociations publié, il y a quelques jours, par l'exécutif européen, la première étape des négociations sera consacrée à trouver un accord sur trois questions «prioritaires» pour les 27 Etats membres de l'Union : l'avenir

des Européens installés au Royaume-Uni et de celui des Britanniques dans les autres pays de l'UE, la facture de sortie, et la question de la frontière irlandaise.

Priorités de l'UE

L'UE s'est fixée comme priorité numéro 1 de protéger et garantir à vie les droits des citoyens acquis pendant la période d'adhésion du Royaume-Uni, à savoir ceux des 3,6 millions de ressortissants européens installés au Royaume-Uni et de 1,2 million de Britanniques vivant sur le territoire des 27. «Les droits de résidence, mais aussi ceux liés au marché du travail, à l'éducation, à l'accès à la santé, à la reconnaissance du diplôme ou de la qualification devront être garantis. Et cette garantie sera protégée en fine par la Cour de justice de l'UE», avait souligné Michel Barnier.

La somme que l'UE exigera du Royaume-Uni pour couvrir ses engagements budgétaires, entre 40 et 60 milliards d'euros selon des estimations côté européen, 100 milliards selon le quotidien britannique Financial Times, constitue également l'une des questions les plus contentieuses des négociations du Brexit. Cette «facture de sortie»

que Bruxelles compte exiger de Londres correspond aux engagements pris dans le cadre financier pluriannuel adopté en 2013, et qui court pour la période 2014-2020.

Ces sommes sont engagées et des problèmes seraient inévitables si les programmes devaient être amputés ou suspendus, avait expliqué le négociateur en chef de l'UE.

L'UE souhaite, par ailleurs, que les négociations sur le Brexit ne compromettent pas l'accord de Belfast qui a mis fin à 30 années de violences en Irlande en 1998. L'UE veut s'assurer qu'une frontière physique ne sera pas instaurée entre l'Irlande du Nord, province britannique, et l'Irlande.

Londres qui souhaitait mener avec l'UE dès le départ des tractations parallèles sur l'accord de divorce et sur leur relation futur semble aujourd'hui accepter de se plier à la volonté des Européens qui ne veulent pas lancer les discussions sur cette relation future que si des progrès suffisants aient été faits sur l'accord réglant le divorce.

Il faut dire que le revers essuyé par la Première ministre britannique, Theresa May, lors des élections législatives du 8 juin l'a fragilisé. En perdant sa majorité absolue au Parlement lors de ces élections anticipées qu'elle avait elle-même convoquées, Theresa May n'est plus en position de dicter ses règles et semble même renoncer au Brexit dur qu'elle souhaitait au départ. Le Royaume-Uni devrait quitter l'UE fin mars 2019, soit deux ans après le déclenchement officiel de la procédure de sortie par Mme May, le 29 mars dernier.

PALESTINE-ISRAËL

Israël commence à réduire les livraisons d'électricité à Gaza

L'occupant israélien a commencé hier à réduire les livraisons d'électricité aux deux millions de Gazaouis qui ne bénéficiaient déjà que de quelques heures d'électricité par jour, selon l'Autorité de l'énergie de l'enclave palestinienne sous blocus.

Cette diminution, qui fait passer à deux heures par jour l'approvisionnement en électricité des Gazaouis, suscite des inquiétudes sur une montée des tensions et un possible effondrement des services vitaux dans un territoire qui a connu depuis 2007 trois guerres avec Israël.

«L'approvisionnement sera réduit sur deux lignes sur dix chaque jour, jusqu'à ce que cette baisse s'applique à l'ensemble des dix lignes», selon l'AFP.

Israël «a réduit lundi matin de huit mégawatts l'approvisionnement des lignes électriques vers le territoire côtier surpeuplé et ravagé par les guerres et la pauvreté, a de son côté indiqué l'Autorité de l'énergie,

tenu par le Hamas islamiste au pouvoir à Gaza, dans un communiqué. En temps normal, Israël fournit 120 mégawatts à Gaza - soit un quart des besoins de l'enclave estimés entre 450 et 500 MW. La facture, payée par l'Autorité palestinienne pour la chassée du pouvoir à Gaza par le Hamas, s'élève chaque mois à 11,3 millions d'euros.

Depuis que l'unique centrale électrique de la bande de Gaza est à l'arrêt faute de carburant, ces 120 MW représentent 80% de l'électricité disponible dans la bande de Gaza. La réduction entamée lundi est «dangereuse» dans un territoire «en pénurie chronique d'énergie», a estimé l'Autorité de l'énergie citée par la même source. Elle en a fait porter la responsabilité à Israël et «aux parties impliquées dans la prise de cette décision».

Mi-juin, les autorités de l'occupation israéliennes avait annoncé avoir décidé de réduire les livraisons, ar-

quant que l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas refusait désormais de régler la facture d'électricité de la bande de Gaza. L'Autorité palestinienne, elle, accuse le Hamas de ne pas assumer l'approvisionnement en énergie du territoire qu'il contrôle sans partage, selon l'AFP.

L'ONU et de nombreuses organisations humanitaires ont mis en garde contre «un effondrement total» des services vitaux pour la population, notamment dans le secteur de la santé. Dans un contexte de crise humanitaire et de marasme économique permanents, l'alimentation en électricité est une préoccupation primordiale dans l'enclave en bordure du désert, a fortiori en plein ramadan et durant l'été. La question de l'électricité a déjà provoqué en janvier des manifestations de protestation, rares dans la bande de Gaza et aussitôt réprimées par les forces de sécurité du Hamas.

SYRIE:

L'armée russe surveillera tout avion à l'ouest de l'Euphrate

Tous les avions de la coalition internationale menée par les Etats-Unis volant à l'ouest de l'Euphrate «seront suivis» et «considérés comme des cibles» par la défense anti-aérienne et l'aviation russes en Syrie, a annoncé lundi l'armée russe.

Le ministère russe de la Défense annonce par ailleurs la suspension du canal de communication établi avec le Pentagone pour empêcher les collisions aériennes après la destruction dimanche d'un appareil de l'armée syrienne par un avion de chasse américain.

«Les avions et les drones de la coalition internationale repérés à l'ouest de l'Euphrate seront suivis et considérés comme des cibles par les moyens terrestres de défense anti-aérienne et par les moyens aériens», a annoncé le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Concrètement, les moyens russes de défense anti-aérienne au sol viseront, sans nécessairement tirer, les avions volant à l'ouest de la ligne Raqa-Deir Ezzor. Et des chasseurs russes pourront être mis en branle pour intercepter avions et drones de la coalition menée par les Etats-Unis.

Cette annonce arrive au lendemain de la destruction par la première fois d'un appareil de l'armée syrienne par un avion de chasse américain, Washington accusant le gouvernement d'avoir bombardé ses alliés en Syrie.

Moscou accuse Washington de n'avoir pas «prévenu» l'armée russe qu'elle allait abattre cet avion, et exige que le commandement américain mène «une enquête approfondie» sur les agissements de ses militaires au cours de cet incident.

«Au moment (de cet évènement), des avions de l'armée russe effectuaient des missions dans l'espace aérien syrien. Pourtant, le commandement des forces de la coalition n'a pas utilisé les canaux de communication existants», poursuit le communiqué de l'armée russe.

En conséquence, la Russie suspend les canaux de communication existants avec les Etats-Unis dans le cadre du mémorandum sur la prévention des incidents aériens en Syrie. Moscou considère les actions de Washington comme un «non-respect délibéré» de cet accord signé en octobre 2015.

Moscou avait déjà annoncé en avril, après des frappes américaines contre une base des forces syriennes, son intention de suspendre ce protocole, qui contient des règles et restrictions visant à empêcher les incidents entre les avions des deux pays dans le ciel syrien.

Le document insistait sur le professionnalisme dont doit faire preuve les pilotes, conseillaient l'utilisation de certaines fréquences radio communes et préconisait la création d'une ligne de communication secondaire au sol.

ATTAQUE PRÈS D'UNE MOSQUÉE À LONDRES: «Toutes les victimes sont musulmanes»



Toutes les victimes de l'attaque perpétrée dans la nuit de dimanche à lundi à l'aide d'une camionnette contre des piétons près d'une mosquée de Londres sont «musulmanes», a indiqué un responsable de l'anti-terrorisme, Neil Basu.

«Toutes les victimes faisaient partie de la communauté musulmane», a indiqué M. Basu, en précisant que la police devait encore établir si le décès d'un homme sur place était ou non lié à l'attaque, qui a fait 10 blessés.

«L'attaque a eu lieu alors qu'un homme recevait des premiers soins par les gens sur place et malheureusement il est mort. Tout lien de causalité entre sa mort et l'attaque va faire partie de l'enquête», a-t-il ajouté, soulignant qu'il était «trop tôt pour conclure que sa mort résultait de l'attaque».

Il a répété que l'événement était traité «comme une attaque terroriste» et que le conducteur de la camionnette avait été arrêté pour «tentative de meurtre».

L'attaque a eu lieu à proximité de la mosquée de Finsbury Park, dans le nord-est de Londres alors que des fidèles en sortaient.

BREXIT : Barnier et Davis lancent officiellement les négociations à Bruxelles

Les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) ont été lancées hier au siège de la Commission européenne à Bruxelles par le négociateur en chef de l'Union, le Français Michel Barnier, et le ministre britannique du Brexit David Davis.



«Nous lançons, aujourd'hui, officiellement les négociations pour une sortie ordonnée du Royaume-Uni de l'UE», a déclaré le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, juste avant le début des discussions, précisant que le premier objectif visé, à travers cette première réunion, est de «attaquer aux incertitudes causées par le Brexit».

Il s'agit, a-t-il poursuivi, des incertitudes causées «pour les citoyens mais aussi pour les bénéficiaires des programmes européens», ainsi que de la question de la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

Le ministre britannique chargé du Brexit, David Davis, a affirmé de son côté la détermination de son pays à bâtir un partenariat fort et spécial avec ses alliés dans l'UE, assurant que les négociations débutent sur «un ton positif et constructif».

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani a exprimé son souhait de voir les négociations se dérouler de «manière ordonnée et dans un esprit de coopération», soulignant que la présen-

tation des droits des citoyens européens touchés par le Brexit, le respect de l'accord de Belfast sur la frontière irlandaise et le respect par le gouvernement britannique de ses engagements financiers sont «indispensables» pour que le Parlement approuve l'accord de sortie qui sera conclu à l'issue de ces négociations.

Le référent du Parlement européen pour le Brexit, Guy Verhofstadt, a mis l'accent, pour sa part, sur la nécessité de progresser dans le domaine des droits des citoyens afin de «créer une sécurité juridique tant pour notre population que pour les entreprises».

La première réunion marquant le coup d'envoi des pourparlers destinés à mettre fin à 44 ans d'une adhésion souvent tourmentée, sera consacrée à l'organisation des négociations qui s'annoncent, d'ores et déjà, «complexes» et à «l'identification des priorités» afin de permettre un «retrait ordonné».

Selon un calendrier des négociations publié, il y a quelques jours, par l'exécutif européen, la première étape des négociations sera consacrée à trouver un accord sur trois questions «prioritaires» pour les 27 Etats membres de l'Union : l'avenir

des Européens installés au Royaume-Uni et de celui des Britanniques dans les autres pays de l'UE, la facture de sortie, et la question de la frontière irlandaise.

Priorités de l'UE

L'UE s'est fixée comme priorité numéro 1 de protéger et garantir à vie les droits des citoyens acquis pendant la période d'adhésion du Royaume-Uni, à savoir ceux des 3,6 millions de ressortissants européens installés au Royaume-Uni et de 1,2 million de Britanniques vivant sur le territoire des 27. «Les droits de résidence, mais aussi ceux liés au marché du travail, à l'éducation, à l'accès à la santé, à la reconnaissance du diplôme ou de la qualification devront être garantis. Et cette garantie sera protégée en fine par la Cour de justice de l'UE», avait souligné Michel Barnier.

La somme que l'UE exigera du Royaume-Uni pour couvrir ses engagements budgétaires, entre 40 et 60 milliards d'euros selon des estimations côté européen, 100 milliards selon le quotidien britannique Financial Times, constitue également l'une des questions les plus contentieuses des négociations du Brexit. Cette «facture de sortie»

que Bruxelles compte exiger de Londres correspond aux engagements pris dans le cadre financier pluriannuel adopté en 2013, et qui court pour la période 2014-2020.

Ces sommes sont engagées et des problèmes seraient inévitables si les programmes devaient être amputés ou suspendus, avait expliqué le négociateur en chef de l'UE.

L'UE souhaite, par ailleurs, que les négociations sur le Brexit ne compromettent pas l'accord de Belfast qui a mis fin à 30 années de violences en Irlande en 1998. L'UE veut s'assurer qu'une frontière physique ne sera pas instaurée entre l'Irlande du Nord, province britannique, et l'Irlande.

Londres qui souhaitait mener avec l'UE dès le départ des tractations parallèles sur l'accord de divorce et sur leur relation futur semble aujourd'hui accepter de se plier à la volonté des Européens qui ne veulent pas lancer les discussions sur cette relation future que si des progrès suffisants aient été faits sur l'accord réglant le divorce.

Il faut dire que le revers essuyé par la Première ministre britannique, Theresa May, lors des élections législatives du 8 juin l'a fragilisé. En perdant sa majorité absolue au Parlement lors de ces élections anticipées qu'elle avait elle-même convoquées, Theresa May n'est plus en position de dicter ses règles et semble même renoncer au Brexit dur qu'elle souhaitait au départ. Le Royaume-Uni devrait quitter l'UE fin mars 2019, soit deux ans après le déclenchement officiel de la procédure de sortie par Mme May, le 29 mars dernier.

PALESTINE-ISRAËL

Israël commence à réduire les livraisons d'électricité à Gaza

L'occupant israélien a commencé hier à réduire les livraisons d'électricité aux deux millions de Gazaouis qui ne bénéficiaient déjà que de quelques heures d'électricité par jour, selon l'Autorité de l'énergie de l'enclave palestinienne sous blocus.

Cette diminution, qui fait passer à deux heures par jour l'approvisionnement en électricité des Gazaouis, suscite des inquiétudes sur une montée des tensions et un possible effondrement des services vitaux dans un territoire qui a connu depuis 2007 trois guerres avec Israël.

«L'approvisionnement sera réduit sur deux lignes sur dix chaque jour, jusqu'à ce que cette baisse s'applique à l'ensemble des dix lignes», selon l'AFP.

Israël «a réduit lundi matin de huit mégawatts l'approvisionnement des lignes électriques vers le territoire côtier surpeuplé et ravagé par les guerres et la pauvreté, a de son côté indiqué l'Autorité de l'énergie,

tenu par le Hamas islamiste au pouvoir à Gaza, dans un communiqué. En temps normal, Israël fournit 120 mégawatts à Gaza - soit un quart des besoins de l'enclave estimés entre 450 et 500 MW. La facture, payée par l'Autorité palestinienne pour la chassée du pouvoir à Gaza par le Hamas, s'élève chaque mois à 11,3 millions d'euros.

Depuis que l'unique centrale électrique de la bande de Gaza est à l'arrêt faute de carburant, ces 120 MW représentent 80% de l'électricité disponible dans la bande de Gaza. La réduction entamée lundi est «dangereuse» dans un territoire «en pénurie chronique d'énergie», a estimé l'Autorité de l'énergie citée par la même source. Elle en a fait porter la responsabilité à Israël et «aux parties impliquées dans la prise de cette décision».

Mi-juin, les autorités de l'occupation israéliennes avait annoncé avoir décidé de réduire les livraisons, ar-

quant que l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas refusait désormais de régler la facture d'électricité de la bande de Gaza. L'Autorité palestinienne, elle, accuse le Hamas de ne pas assumer l'approvisionnement en énergie du territoire qu'il contrôle sans partage, selon l'AFP.

L'ONU et de nombreuses organisations humanitaires ont mis en garde contre «un effondrement total» des services vitaux pour la population, notamment dans le secteur de la santé. Dans un contexte de crise humanitaire et de marasme économique permanents, l'alimentation en électricité est une préoccupation primordiale dans l'enclave en bordure du désert, a fortiori en plein ramadan et durant l'été. La question de l'électricité a déjà provoqué en janvier des manifestations de protestation, rares dans la bande de Gaza et aussitôt réprimées par les forces de sécurité du Hamas.

CRISE EN SYRIE:

Avancées de l'armée sur le terrain, plus d'adhésions à l'accord sur la cessation des hostilités

La reprise par les forces syriennes de la réserve de Talila dans la banlieue est de Palmyre, les tirs de missiles iraniens à Deir Ezzor, zone de repli des groupes de l'organisation terroriste autoproclamée (El/Daech), et la destruction dans l'air d'un avion de l'armée syrienne par la Coalition internationale dans la banlieue sud de Raqqa, ont constitué les derniers faits saillants de la situation en Syrie.



A cela s'ajoute d'autres signes d'une évolution positive dans le pays surtout avec l'adhésion de nombreuses localités syriennes à l'accord sur la cessation des hostilités.

Depuis l'annonce début mai dernier, à Astana, de l'accord sur la cessation des hostilités, par la Russie, Turquie et l'Iran, le nombre de localités ayant signé a atteint 177. Le ministère russe de la défense a affirmé que 8 accords sur l'adhésion au régime de cessation des hostilités ont été signés dans les gouvernorats d'Alep et de Hama ces dernières 24 heures.

Figurent parmi les signataires de l'accord, 4 groupes armés affiliés au groupe Ahrar al-Cham à Alep. Une évolution qui mettra en dérive le groupe terroriste El/Daech qui ne cesse d'essayer des défaites cuisantes, estiment les observateurs.

A Deir Ezzor, des unités de l'armée syrienne, appuyées par l'aviation russe, ont effectué une opération de qualité contre des positions de Daech dans la banlieue est de Palmyre et se sont emparées de la réserve de Talila au sud du village d'Ark. L'opération s'est soldée par la neutralisation d'un certain nombre de terroristes du réseau et la destruction de leurs véhicules.

Dans la périphérie de la zone du Panorama, à Tell Brok, Matar, Tharda, dans le quartier de Houeïqa et à l'ouest de Iza'Ûa dans le village d'Ûayach, l'on fait état également de destruction dans des frappes intensives à l'artillerie des QG des positions de "Daech" et de l'élimination d'un certain nombre de terroristes.

La garnison de l'aéroport de Deir Ezzor a saisi, dans une opération de qualité, un véhicule "BMP" qui appartenait aux terroristes dans la périphérie de l'aéroport.

Un autre fait marquant durant la semaine, à savoir, les tirs de missiles iraniens à Deir Ezzor. Le département des relations publiques des Gardiens de la révolution iranienne a affirmé que "des missiles sol-sol tirés par les forces aérospatiales, étaient tombés

sur un QG et un lieu destiné à piéger les véhicules appartenant aux terroristes.

Le département des relations publiques des Gardiens de la révolution iranienne a souligné "l'élimination d'un certain nombre de terroristes et la destruction de leurs équipements et armes dans ces frappes".

Avion syrien abattu: Damas évoque une "Coordination" entre des puissances étrangères et Daech

Les avions de combat de la Coalition internationale ont visé l'un des avions de combat syriens au-dessus de la zone de Rassafa dans la banlieue sud de Raqqa, alors qu'il exécutait une mission de combat contre le réseau terroriste Daech.

Le Commandement syrien fait noter: "cette agression flagrante démontre la réalité de la position de certaines puissances occidentales qui soutiennent le terrorisme et qui tentent d'influer sur la capacité de l'armée arabe syrienne, seule force efficace avec ses alliés qui exerce son droit légitime dans la lutte contre le terrorisme dans toute la Patrie".

En réaction à la destruction de l'avion, dont le pilote est porté disparu, le Commandement a évoqué une "coordination" entre des puissances étrangères organisation terroriste "Daech" et met à nu leurs "mauvaises intentions" qui "exploitent le terrorisme pour réaliser leurs objectifs" dans la région.

Le Commandement, qui a mis en garde contre les répercussions dangereuses de cette "agression flagrante" sur les efforts pour la lutte contre le terrorisme, a assuré que de telles agressions n'empêcheront pas l'armée arabe syrienne de poursuivre la guerre contre les deux réseaux terroristes de Daech et du Front Nosra et contre les groupes y affiliés et de réinstaurer la paix et la stabilité sur tout le territoire syrien.

Pour le ministère russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, la prise pour cible par la Coalition internationale conduite par Washington, du

chasseur syrien dans la banlieue de Raqqa est "un nouveau pas vers une escalade dangereuse de la situation".

Cité par le site web Russia Today, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Ryabkov, a mis en garde Washington contre la répétition de l'usage de la force militaire contre les forces syriennes, précisant que la Russie avait reçu avec préoccupation la nouvelle de la frappe.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé la nécessité de respecter complètement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, conformément à la résolution onusienne n 2254, disant: "Tous les opérations sur le terrain doivent être effectuées en coordination avec le gouvernement syrien".

Lors d'une conférence de presse conjointe des ministres des Affaires étrangères des pays du groupe BRICS (cinq pays qui se réunissent en sommets annuels depuis 2011: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) tenue à Pékin, Lavrov a déclaré que la Russie euvre pour coordonner avec le gouvernement syrien en ce qui concerne toutes les initiatives et propositions.

"Nous appelons nos experts et nos partenaires de travailler dans le cadre de cette coordination et de coordonner avec le gouvernement syrien", a-t-il ajouté.

Lavrov a souligné que tous les pays du BRICS sont intéressés à parvenir à une solution à la crise en Syrie, précisant que la prochaine réunion d'Astana sur la Syrie, prévue le 10 juillet prochain, aura lieu avec la participation de l'émissaire spécial du Secrétaire général des Nations unies en Syrie, Staffan de Mistura.

Pour leur part, les ministres des Affaires étrangères des pays du BRICS ont insisté sur la nécessité d'euvrer conjointement et de conjuguer les efforts dans la lutte contre le terrorisme et sur l'importance de régler les crises conformément au droit international.

DJIBOUTI-ÉRYTHRÉE Djibouti «considère comme un acte de guerre l'occupation érythréenne d'une partie de son territoire»

«L'Erythrée a repris ses hostilités envers Djibouti, notamment à travers l'occupation, une nouvelle fois, d'une portion du territoire national», a déclaré lundi à la presse le chef de la diplomatie djiboutienne, Mahmoud Ali Youssouf.

«Djibouti considère comme un acte de guerre l'occupation érythréenne d'une partie de son territoire», a-t-il dit, avant de préciser que des troupes armées érythréennes ont investi les zones de Doumeira et l'île de Doumeira où étaient déployées depuis 2010 les forces d'interposition du Qatar. Ce regain de tension entre Djibouti et l'Erythrée fait suite à la décision du Qatar de retirer ses forces d'interposition déployées depuis 2010 dans les zones de Doumeira et l'île de Doumeira.

«Nous appelons la communauté internationale à prendre ses responsabilités face aux nouveaux agissements belliqueux de l'Erythrée», a par ailleurs souligné M. Youssouf, réitérant «la détermination de Djibouti à trouver une issue pacifique au différend frontalier qui l'oppose à son voisin érythréen».

Le chef de la diplomatie djiboutienne a fait savoir par ailleurs la détermination de son pays à «défendre l'intégrité de son territoire».

«La République de Djibouti a pris toutes les dispositions nécessaires pour protéger et préserver ses intérêts les plus légitimes», a-t-il conclu.

NORD-EST DU NIGERIA: 16 morts dans des attentats-suicides

Des attentats-suicides coordonnés ont fait 16 morts dimanche, dans un camp de déplacés à la périphérie de Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno (nord-est), a déclaré lundi l'agence nationale de gestion des urgences (NEMA).

Selon son porte-parole Abdulkadir Ibrahim, «deux femmes ont déclenché leur ceinture explosive dans le village de Kofa», qui abrite un grand camp de déplacés du conflit avec le groupe terroriste «Boko Haram». «Elles ont tué 16 personnes».

Deux autres explosions ont eu lieu quasiment au même moment dans le camp lui-même (Dalori 2), ne faisant aucune autre victime que les femmes kamikazes.

Dalori se situe à dix kilomètres de la grande ville de Maiduguri et abrite des dizaines de milliers de personnes, qui ont du fuir leur foyer à la suite des violences du conflit entre l'armée nigérienne et Boko Haram.

En janvier 2016, 85 personnes avaient été tuées dans ce même camp, dans un raid mené par les insurgés. Bien que les violences aient considérablement diminué, les attentats-suicides et les raids sur les villages continuent dans toute la région du Lac Tchad, particulièrement dans l'Etat nigérien du Borno.

Boko Haram redouble les attaques sur sa capitale de Maiduguri, notamment les camps de déplacés, les mosquées et son université.

Début juin, des attentats coordonnés et un raid mené sur la ville ont fait 11 morts, empruntant la même route où se trouve le camp de Dalori.

Le conflit a déjà fait 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis 2009.

CRISE DU GOLFE:

Le Qatar exclut toute discussion avant une levée du «blocus»

Le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Mohamed ben Abderrahmane Al-Thani, a exclu toute négociation sur la crise du Golfe tant que l'Arabie saoudite et ses alliés n'auront pas levé "le blocus" qu'ils imposent à son pays.

Alors que la crise est entrée lundi dans sa troisième semaine, cheikh ben Abderrahmane Al-Thani, a présenté comme "un acte d'agression" les sanctions imposées au Qatar par ses voisins et il a fait de leur levée "un préalable" à toute négociation.

"Que cela soit très clair pour tout le monde: une négociation doit se faire de manière civilisée et devrait être lancée sur des bases solides et non sous la pression ou le blocus", a déclaré le ministre.

"(Tant que) le Qatar est sous blocus, il n'y aura pas de négociation. Ils doivent lever le blocus", a-t-il répété à

l'adresse des voisins du Qatar.

Le royaume saoudien, les Emirats et Bahreïn ont, tout comme l'Egypte, rompu le 5 juin toutes leurs relations avec le Qatar qu'ils accusent de "soutenir le terrorisme" et de se rapprocher de l'Iran, leur grand rival régional.

Les trois pays du Golfe ont également fermé leur espace aérien et leurs frontières maritimes avec le Qatar, dont l'unique frontière terrestre qu'il partage avec l'Arabie saoudite a été fermée.

Parmi les mesures annoncées, les trois monarchies du Golfe ont donné 14 jours aux citoyens qataris pour quitter le territoire et ont rappelé leurs propres ressortissants vivant au Qatar.

Le chef de la diplomatie qatarie a indiqué que Doha n'avait reçu jusqu'ici aucune demande spécifique de ses adversaires,

ni des pays qui se sont proposés pour trouver une solution diplomatique à la crise, dont le Koweït, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

"Pourquoi n'ont-ils pas encore soumis leurs demandes?", s'est interrogé le ministre, avant d'ajouter: "Il n'y a pas de base solide à ces demandes, c'est pourquoi ils ne les ont pas encore soumises".

Il a affirmé que l'impact économique de la crise sur le Qatar était jusqu'ici minime. Mais "nous ne prétendons pas vivre en parfait état", a-t-il admis.

Il a estimé que la crise avait eu un impact sur des pays hors de la région, citant la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, "des alliés importants du Qatar". "Les mesures prises contre le Qatar affectent directement les intérêts de ces pays".

PRÉSERVATION DU KSAR D'OUARGLA: Hâter le lancement de l'étude technique



L'association pour la Culture et la réforme du vieux Ksar d'Ouargla a appelé à hâter le lancement de l'étude "exhaustive" pour la protection et la réhabilitation du Ksar, décidée l'an dernier, pour s'imprégner de l'ensemble des données sur lesquels se basera le plan de protection de ce site archéologique, a-t-on appris dimanche des responsables de l'association.

D'un coût de près de 80 millions DA, cette étude devait être attribuée en 2016 à un bureau d'études spécialisé, a affirmé à l'APS le président de l'association, Hocine Bouhaba.

Cette étude technique englobe les 2.360 habitations du ksar, en plus de structures socio-économiques, ainsi que les volets socio-économiques et le cachet architectural, pour collecter suffisamment d'informations concernant le site et aidant à élaborer un plan de restauration fiable.

L'étude préconise des mesures de lutte contre les transformations architecturales irrégulières opérées au niveau de ce Ksar en plus de l'utilisation de matériaux inappropriés, entraînant une perte de pans entiers de son originalité architecturale et sa dénaturation, sans compter l'effet des aléas naturels.

Le président de l'association a fait part de la signature d'une convention avec le secteur de la formation professionnelle pour la formation de 40 jeunes de la wilaya d'Ouargla dans les métiers de restauration et de réhabilitation de l'architecture traditionnelle, en prévision du lancement des travaux de restauration et d'aménagement du ksar.

S'étendant sur une superficie de 30 hectares et entouré de palmeraies, le vieux Ksar d'Ouargla, édifié il y a près de 600 ans, fait partie d'une chaîne de ksour sahariens disséminés à travers la région, à l'instar de ceux de Touggourt, N'goussa, Tala de Mégarine et Adjadja d'Aïn El-Beïda.

Selon des sources historiques, ce ksar, qui témoigne d'une grande ingéniosité dans sa conception, s'ouvre sur l'extérieur à travers sept portes, encore existantes, à savoir Bab-Azzi, Bab-Ammar, Bab-Soltane, Bab-Ahmid, Bab-El-Boustane, Bab-Rabaâ et Bab-Er-Rabie, d'où partent les nombreuses venelles serpentant ses trois principaux quartiers: Béné-Brahim, Béné-Sissine et Béné-Ouaguine.

Le Ksar renferme, en outre, plusieurs lieux de culte, dont de vieilles mosquées, des zaouïas et des sépultures.

PLAN D'ACTION :

Préservation du patrimoine culturel et accompagnement du fait culturel

La poursuite des opérations de "sauvegarde" et de "valorisation" du patrimoine culturel algérien, le renforcement du développement du fait culturel et artistique ainsi que son accompagnement par différentes mesures sont les principaux axes contenus dans le Plan d'action du gouvernement pour la mise en oeuvre du programme du président de la République dans son volet culturel.

Par ce plan, qui devra être présenté mardi devant l'Assemblée populaire nationale (APN), le gouvernement s'engage à poursuivre "avec détermination" les opérations de "sauvegarde et de préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel" en tant qu' "élément consolidant l'identité nationale" et "vecteur de développement" de l'attractivité touristique.

Le gouvernement annonce également les grandes lignes des mesures d'accompagnement et de promotion de l'activité et du fait culturel, en s'engageant à œuvrer à une "plus grande implication des collectivités locales dans l'animation de la vie culturelle", à "diversifier les modes de financement des activités culturelles en encourageant le partenariat public/privé et le sponsoring", et à "optimiser" et "rentabiliser" le réseau d'infrastructures dont dispose le secteur de la culture.

Sur le volet financement, le gouvernement s'engage à "maintenir et mutualiser" l'effort financier de l'Etat en faveur de la culture, parallèlement à une "exigence d'efficacité et d'évaluation", ainsi qu'il est souligné dans le plan d'action.

Au titre des mesures d'accompagnement de la création artistique, le gouvernement compte mettre des espaces, dédiés à la création artistique, à la disposition des artistes en puisant dans "les



friches industrielles et les espaces libres", "renforcer les pratiques artistiques dès le plus jeune âge" et réaménager les horaires d'ouverture des lieux de culture (musée, théâtre, bibliothèque,...).

L'accompagnement passe également, dans le plan du gouvernement, par le développement de la "formation aux métiers des arts et au management culturel" par l'ouverture de "nouvelles filières au niveau des différents secteurs de formation et d'enseignement".

Outre l'activité culturelle à proprement parler, le gouvernement s'engage également à "réhabiliter" la chaîne

économique du livre, en attendant de réglementation depuis 2015, à "dynamiser et relancer" le secteur cinématographique par la réalisation de "studios" et le développement d'un "réseau de distribution".

La diffusion des arts plastiques par la "création d'un marché national des œuvres d'art", annoncée en 2016, le "renforcement et la consolidation" de la protection sociale des artistes figure également dans les engagements du gouvernement, au même titre que la "défense des droits d'auteurs" et des droits voisins, et la "lutte contre le piratage".

L'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger donne un concert chaâbi symphonique à Alger

L'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger dirigé par le maestro Amine Kouider a donné, dimanche soir, un concert à l'Opéra "Boualem Bessaïh" à Alger en interprétant de célèbres chansons de Chaâbi dans un style classique symphonique.

Trois chanteurs ont séduit le public venu en nombre à cette soirée de Ramadhan en présentant quelques célèbres chansons du répertoire Chaabi durant une heure et demi de temps. La soirée a été animée par les musiciens et chanteurs Zohir Mazari,



Asmaa Alla et Kamel Aziz qui ont interprété, entre autres, "Sobhan Allah

ya liif" de Cheikh Mohamled El Anka et "Koulouli ya samine" de Abdelmadjid Meskoud, "Elbareh" de Guerouabi, "Chahlet Laayani" et "Dek elkhateem" de Amar Ezzâhi.

Né à Alger en 1967, Amine Kouider a été nommé Directeur artistique de l'Orchestre philharmonique de l'UNESCO et artiste de l'UNESCO pour la paix et directeur de l'Opéra d'Alger depuis sa réouverture en 2001 jusqu'à 2005. Il a fondé en 2012 l'Orchestre symphonique Algérie-France qui a regroupé des musiciens des deux pays.

SELON UN COMMUNIQUÉ DE LA DGSN

Des cadres de la police d'Oran au chevet de l'artiste Houari Aouinet



Le directeur général de la Sûreté Nationale, le général-major Abdelghani Hamel a dépêché des cadres de la sûreté de la wilaya d'Oran pour «enquêter de l'état de santé» de l'artiste Houari Aouinet qui se trouve à l'hôpital régional de la sûreté nationale, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la

Sûreté nationale (DGSN). Hospitalisé depuis le 15 juin à l'hôpital régional de la Sûreté nationale, l'artiste Houari Aouinet «a reçu la visite de nombreux artistes et citoyens de la wilaya d'Oran venus s'enquérir de l'état de santé de l'artiste».

L'artiste Houari Aouinet ainsi que la famille artistique

«ont exprimé leur gratitude pour l'intérêt qu'accorde le général-major Abdelghani Hamel pour les artistes», ajoute le communiqué, relevant que les artistes se sont dit «satisfaits quant aux efforts fournis par le staff médical pour le rétablissement de Houari Aouinet».

RAMADHAN Les chanteurs Chenane et Dahak mettent le feu à la piste de danse de la maison de la culture Ali-Zaâmoum de Bouira

Les deux jeunes chanteurs kabyles, Mouh Dahak et Kamel Chenane, ont mis le feu à la piste de danse de la salle des spectacles de la maison de la culture «Ali Zaâmoïm» de la ville de Bouira lors d'un concert animé dimanche soir en présence d'un public venu nombreux.

Le coup d'envoi de la soirée a été donné par Kamel Chenane vers les coups de 23 h par une belle série de chansons folkloriques et de danse puisée de son riche répertoire comme celle de «Ezzine Emlahmoum», «Amyitij Ikmeswaligh», «Djendjen mayella kra athalédh», créant des scènes de folie sur la piste de danse et ce devant des milliers de ses fans venus essentiellement d'Ahl Lakasar, d'où il est originaire.

«Je suis très content de vous retrouver et

je chante toujours grâce à vos encouragements», a dit Kamel Chenane au grand public présent à cette soirée ramadanesque dont l'organisation a été parfaitement maîtrisée grâce aux efforts du directeur de la culture, El-Hachemi Bouhired, ainsi que la directrice de la maison de la culture, Mme Saliha Chergui. Sous l'effet d'une musique forte et rapide ainsi que les belles paroles de ses chansons d'amour, les jeunes garçons et filles présents au concert ne se sont pas arrêtés de danser une heure durant depuis la montée sur scène du fils d'Ahl Lakasar.

Avec ces beaux titres «Ezzin Ughhebbar», «Win Ijahn Yarhah» ou encore «Ayemma El Achkiw davouhali», réclamées par le public, le jeune chanteur a réussi à faire vibrer toute l'assistance grâce à sa belle voix qui se

mêle merveilleusement avec les notes musicales de sa petite mendole. Une heure après, l'artiste a clôturé son concert par «Athin Yesroun Felli estedh immetti», une belle chanson sentimentale racontant sa déception amoureuse, pour laisser sa place à son collègue de la région de Bechloul, Mouh Dahak qui a fait son apparition sur la scène sous les applaudissements et les youyous des familles présentes dans la salle. «C'est un plaisir d'être de nouveau parmi vous chers fans, je suis de vous et je reste fidèle à vous. Je vous souhaite bonne soirée avec moi, merci», a déclaré d'emblée le chanteur Dahak avant d'entamer sa partie musicale par «Dawiyi Dawiyi Oulwi Isewhouz», enclenchant du coup une véritable ambiance de fête sur la piste de danse au

grand bonheur du public. Le maestro a enchaîné avec le titre «Intez Intez dawal kan arashedragh». (Dites elle, je ne lui dirai qu'un mot, en kabyle), une chanson d'amour parlant de sa séparation avec sa bien aimée, dont le public a beaucoup apprécié le style et le rythme.

L'auteur du fameux tube «Idyefka Rebbi Ourichouh» a conquis plus d'un lors de cette soirée à laquelle étaient présentes beaucoup de familles venues des quatre coins de la wilaya notamment de Bechloul, de la ville de Bouira, d'Ahl Lakser et d'El-Adjiba. Toutes les chansons qu'il a interprétées racontent le vécu des jeunes de la région de Bouira, ce qui a fait réagir toute l'assistance avide de joie et d'ambiance.

APS

M. TAYEB ZITOUNI L'A AFFIRMÉ
HIER À MASCARA

L'intérêt accordé à la mémoire nationale est un «devoir sacré» de l'Etat et de la société

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a affirmé, hier à Mascara que l'intérêt accordé à la mémoire nationale et sa préservation est un "devoir sacré" de l'Etat et de la société.

A l'ouverture d'une conférence historique organisée à l'occasion de la commémoration du 61ème anniversaire de la mort des deux héros Ahmed Zabana et Abdelkader Ferradj exécutés à la guillotine par le colonisateur français, le ministre a souligné que "son département accorde un grand intérêt au patrimoine historique et culturel et à la préservation de no-

tre glorieuse mémoire à travers un plan d'action qui concrétise le programme du président de la république pour transmettre le message des chouhada et des moudjahidine aux générations".

Tayeb Zitouni a ajouté que le ministère oeuvre à renforcer le système d'écriture de notre histoire nationale avec des plumes nationales en proposant des moyens de sa promotion, de renforcement de ses méthodologies et d'enseignement aux générations selon des approches académiques modernes qui s'adaptent à l'évolution sur tous les plans.

Le ministre des Moudjahidine a appelé les Algériens à traduire les sacrifices des chouhadas et moudjahidines dans le domaine de l'édification, de la préservation du pays et de sa défense dans le cadre des principes de la révolution de libération



pour que le message du chahid soit le protecteur et le garant de la cohésion du peuple algérien pour surmonter toutes les difficultés.

Il a ajouté que la date du 19 juin, jour de la mort du martyr Ahmed Zabana est semblable aux autres jours de mort de chouhada ayant sacrifié leurs vies pour que vive l'Algérie libre et dans la dignité.

Cette conférence tenue à l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara par le centre national des études et de recherche sur le mouvement national et la guerre du 1er novembre 1954 est intitulée "Ahmed Zabana fierté des chouhada pour la liberté" en présence d'universitaires et

chercheurs. Le ministre a honoré, à cette occasion, deux moudjahids dont Said Stambouli, compagnon de Ahmed Zabana.

La grande salle des conférences de l'université de Mascara a abrité des expositions diverses.

Tayeb Zitouni s'est rendu dans la commune de Zabana lieu de naissance de Ahmed Zabana où il s'est recueilli au carré des martyrs à la mémoire des chouhada, avant de visiter deux carrés similaires dans les communes de Sig et Mamounia qui ont fait l'objet de travaux réaménagement. APS

PERSONNALITÉS/HISTOIRE/
ANNIVERSAIRE

Le Musée national d'Oran revisite le parcours du chahid symbole Ahmed Zabana



Le Musée national "Ahmed Zabana" d'Oran commémore, dimanche et lundi, le 61ème anniversaire de la mort de ce chahid symbole dont le parcours militant et combattant a été revisité à travers des conférences et expositions artistiques et historiques et représentations théâtrales.

A cette occasion, le directeur du musée, Salah Amokrane a souligné que la commémoration de l'anniversaire de la mort de Ahmed Zabana sera annuelle au niveau du musée éponyme et une tradition pour revisiter les sacrifices du martyr et de millions de chouhada et de moudjahidine pour l'indépendance du pays.

La commémoration de cet anniversaire constitue, cette année en collaboration avec la direction de wilaya des moudjahidine, un début d'activités culturelles distinguées liés au chahid et à la préparation des conditions scientifiques et techniques pour l'étude et la valorisation des biens culturels pour la promotion de l'identité nationale et préserver la mémoire, notamment celle liée à la guerre de libération, a indiqué le même responsable.

Lors d'une conférence intitulée "La nuit d'arrestation de Zabana à travers des documents et des témoignages", l'enseignant d'histoire aux universités d'Oran et de Sidi Bel-Abbès, Moha-

med Belhadj a souligné que le chahid de la guillotine fut le symbole du combat et de la résistance du peuple face à l'occupant.

Il a rappelé que la privation et la pauvreté a contribué à forger la personnalité de l'héros symbole Zabana qui a donné du fil à retors aux services de sécurité français ne réussissant à l'arrêter qu'après qu'il avait mené de nombreuses opérations à Oran et Mascara.

Après son arrestation à l'issue de la bataille de la grotte Boudjlida à Mascara, le tribunal a prononcé à son encontre la peine capitale et fut le premier exécuté à la guillotine.

Dans le cadre de la commémoration de cet anniversaire, des activités sportives et artistiques ont été organisées par la direction de la jeunesse et des sports dont un atelier de dessin sur le chahid par des artistes, étudiants des écoles régionales des beaux arts, une exposition organisée par le service des archives de la wilaya et une lecture du message du chahid à sa famille par la troupe du théâtre régional de Béjaia.

La clique relevant de la 2ème région militaire a interprété des chants patriotiques en parallèle avec l'allumage de 61 bougies à l'entrée du musée.

La famille du chahid Ahmed Zabana et d'autres chouhadas et de moudjahidine ont été honorés à cette occasion.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE TRANSPORT
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE CHLEF

وزارة الأشغال العمومية والنقل
مديرية الأشغال العمومية
ولاية الشلف

NIF : 40801500002066

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément à l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Chlef, informe l'ensemble des soumissionnaires qui ont participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales qui a été publié dans

- Le journal " النهار " en date 18/04/ 2017.
- Le journal " DK NEWS " en date du 18/04/2017.

- Intitulé de l'Opération : Renforcement de la R.N 19/A (Carrefour Sobha) sur 18 Kms.
- Projets : Renforcement de la R.N 19/A avec réalisation d'un ouvrage d'art au P.K 0 + 000.

De l'attribution provisoire du marché à l'entreprise suivante :

Intitulé du projet	Entreprise	NIF	Note Technique /60	Montant (T.T.C)	Délai De Réalisation	Critères De Choix
Renforcement de la R.N 19/A avec réalisation d'un ouvrage d'art au P.K 0 + 000.	SARL ETP BENZAMIA	001302099005550	78,00 Point	247.533.090,00 DA	08 Mois	Entreprise moins disante

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire son recours devant la commission des marchés de la wilaya dans les (10) dix jours à compter du premier jour de la de publication de cet avis d'attribution dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE D'ATHLÉTISME (U-20) :

La sélection algérienne en stage précompétitif du 22 au 28 juin à Tlemcen

La sélection nationale d'athlétisme des moins de 20 ans (U-20) filles et garçons, effectuera un stage précompétitif du 22 au 28 juin à Tlemcen en vue des 13es championnats d'Afrique de la catégorie prévus au même lieu du 29 juin au 2 juillet, a annoncé la fédération algérienne d'athlétisme (FAA) sur sa page officielle Facebook.

Les 53 athlètes qualifiés dont 27 garçons sont attendus le 22 juin à 10h30 pour un déplacement par route pour Tlemcen, précise la même source.

Durant cet ultime stage, les athlètes auront à se familiariser avec la piste du stade de Lala Setti et «prendre leurs repères pour aborder ces championnats dans les meilleures conditions», souligne l'instance fédérale.

TENNIS / TOURNOI ITF JUNIORS À MAHDIA (TUNISIE) :

Les Algériens Radjaâ et Rahim facilement qualifiés au deuxième tour

Les tennismen algériens Khalil Adel Radjaâ et Mohamed Racyim Rahim ont passé avec succès le premier tour qualificatif pour le tableau final d'un tournoi international juniors, prévu du 20 au 25 juin à Mahdia (Tunisie), en disposant l'un comme l'autre d'un adversaire tunisien et sur le même score (2-0).

Rahim a surclassé Chahine Oueslati (6-2, 6-1), au moment où Radjaâ a remporté une victoire plus expéditive (6-0, 6-0) contre Mehdi Zaaoub.

Deux autres internationaux algériens devaient disputer les qualifications de ce tournoi de grade 4, organisé sur les courts en dur du Tennis Club de Mahdia, à savoir Mohamed Ali Abibsi et Karim Bendjamaâ.

Finalement, le premier cité, qui était en liste d'attente, n'a pas été retenu, alors que Bendjamaâ, qui était accepté, a décidé de se retirer au dernier moment.

Chez les filles, l'Algérie ne compte qu'une seule représentante dans ce tournoi, en l'occurrence Lynda Benkaddour, qui fera son entrée en lice mardi, directement dans le tableau final.

SPORT :

Le MJS s'engage à accompagner la Fondation de l'équipe du FLN dans la mise en œuvre de son programme

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) s'est engagé à accompagner la Fondation de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN) dans la mise en œuvre de son programme d'action tant au niveau local que national.

La décision a été prise par le ministre El Hadi Ould Ali au terme d'une entrevue lundi avec le président de la Fondation de la glorieuse équipe du FLN, Mohamed Maouche, accompagné de membres de son Bureau Exécutif, selon un communiqué du MJS.

Le ministre, en ouverture des débats, a expliqué sa démarche d'entamer le nouveau cycle de consultations avec les acteurs du mouvement sportif national, par la Fondation «en hommage à son action en direction de la jeunesse algérienne et de la pérennité des valeurs que la glorieuse équipe a toujours représentées. Les responsables de la Fondation ont exposé les grandes lignes de leurs programmes d'action basés notamment sur l'écriture de l'histoire, la transmission des valeurs et la formation». Le premier responsable du département ministériel est revenu, par ailleurs, sur la convention liant le MJS et la Fédération algérienne de football (FAF), portant mise en œuvre des décisions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, relatives au soutien et à la promotion du football amateur, invitant la Fondation à «rejoindre cette démarche dans le cadre du prochain lancement de la clause portant prise en charge de la formation notamment des staffs techniques».

Ce programme de rencontres bilatérales se poursuivra avec les fédérations sportives nationales pour la mise en place d'une feuille de route avec définition des objectifs à court, moyen et long termes, explique le MJS, précisant qu'il «travaillera en étroite collaboration avec les fédérations nationales pour assurer le retour de l'Algérie sur la scène sportive internationale».

APS

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT :

Volonté de valoriser le sport d'élite et consolider les mesures de facilitation de la pratique sportive

Le gouvernement compte consolider davantage les mesures de facilitation de l'accès à la pratique publique du sport, «enjeu de cohésion sociale» et de «fierté nationale», en impliquant notamment le mouvement associatif tout en valorisant le sport d'élite, selon le plan d'action de l'exécutif qui sera présenté mardi devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Il s'agira dans ce cadre de renforcer les mesures de facilitation de l'accès à la pratique sportive et d'améliorer les dispositifs de gestion dans le sens d'une plus grande flexibilité et d'une plus grande implication des associations de quartier», indique le document établi par le gouvernement d'Abdelmadjid Tebboune, qui a été adopté mercredi dernier par le Conseil des ministres.

Cette démarche de l'exécutif, qui annonce accorder «une importance particulière» à ce secteur, devrait s'appuyer sur la vulgarisation de la pratique du sport pour la rendre accessible à toutes les franges de la société.

«Les efforts seront poursuivis et renforcés pour la promotion du sport en milieu scolaire, universitaire et au niveau des entreprises ainsi que le sport féminin», promet le gouvernement.

Le sport d'élite est l'une des principales vitrines du pays lors des différentes manifestations sportives continentales, régionales et internationales.

Le gouvernement veillera donc à valoriser le sport d'élite, source de

rayonnement de notre pays dans le monde à travers l'amélioration des dispositifs de détection (et) d'accompagnement des sportifs d'élite en matière de soutien financier et médical entre autres», ajoute le texte.

Le plan d'action du gouvernement Tebboune a tenu aussi à rappeler que «l'égal accès et la promotion de l'activité sportive constitue le fondement de la politique publique en matière sportive».

A cet égard, «il importe de signaler que des efforts conséquents ont été consentis dans le domaine de la démocratisation de l'accès à la pratique sportive à travers notamment la réalisation d'équipements sportifs d'excellence et de proximité sur l'ensemble du territoire nationaux». Enfin, le gouvernement a souli-



gné que vu «son impact dans le développement du sport dans les diverses disciplines, la politique d'accompagnement et de soutien des structures d'organisation et d'animation sportives sera renforcée à travers l'amélioration de ses modes de gouvernance».

L'Algérie compte plus d'un million de sportifs licenciés et a remporté lors de ses 13 participations aux Jeux olympiques, rendez-vous quadriennaux incontournables du monde sportif, un total de 17 médailles (5 or, 4 argent, 8 bronze).

GOAL-BALL/CLASSEMENT MONDIAL :

L'équipe algérienne (messieurs) perd encore des places

La sélection algérienne (messieurs) de goal-ball continue de perdre des places au classement mondial de la Fédération internationale des sports pour visuels (IBSA), en pointant à la 18è place avec 216.104 points au dernier ranking, selon le site officiel de l'instance mondiale.

Au classement d'avril, les coéquipiers d'Abdelhalim Larbi occupaient la 14è place et la 13è durant les quatre mois d'avant.

L'équipe algérienne s'était même permis le luxe de figurer dans le Top 10 des meilleures équipes mondiales de la discipline de goal-ball, il y a quelques années et de se

maintenir pendant longtemps. Sa mauvaise prestation aux derniers jeux Paralympiques de Rio au Brésil (dernier au classement du tournoi) sur dix équipes participantes, lui a valu la 18è position, en attendant d'essayer de remonter la pente, lors du prochain championnat d'Afrique de la discipline, prévu à Sharm El Sheikh en Egypte au mois d'octobre prochain.

Néanmoins, l'équipe algérienne reste la meilleure sélection au niveau africain et arabe où elle occupe la 1re place avec le même total de points, devant, respectivement, le Qatar (25è avec 146.406 pts), l'Egypte (26è avec

138.136 pts), le Maroc (35è avec 74.093 pts), la Côte d'Ivoire (44è/37.008 pts), le Mali (49è/24.720 pts), le Rwanda (54è/15.000 pts) et le Ghana (57è/13.247 pts) et la Tunisie (59è avec 12.990 pts).

8è pays dont 12 africains figurent au classement de l'IBSA du mois de mai-2017. Le classement est toujours dominé par le Brésil avec un total de 785.837 points, devant la Lituanie (724.525 pts) et la Turquie (426.919 pts).

Chez les dames, la sélection algérienne maintient le cap avec une 21è place (84.947 points), devant l'Egypte, 23è avec 69.759 pts. Les deux sélections se disputeront le

titre africain, en octobre prochain en Egypte.

Quatre sélections africaines ont intégré, jusqu'à présent, le classement de la fédération internationale des sports pour visuels. Outre l'Algérie et l'Egypte, le Maroc (30è) et la Tunisie (38è) ont aussi pris place. Au sommet du classement, la Chine a ravi la 1re place au Brésil et totalise 620.974 points, contre 547.315 pts pour les Brésiliennes qui occupaient la pole position depuis décembre dernier. La 3è place revient aux Turques avec 53.684 points. 42 sélections figurent au classement de l'IBSA pour le mois de mai dernier.

OUARGLA :

Le nouveau stade de Touggourt sera prêt pour la prochaine saison sportive

Le nouveau stade de football de Touggourt, d'une capacité de 10.000 places, sera prêt et opérationnel pour la prochaine saison sportive (2017-2018), a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya d'Ouar-gla. Cette nouvelle installation sportive, qui disposera aussi d'une piste d'athlétisme, sera mise en exploitation aussitôt l'ensemble de ses travaux achevé, sachant qu'une correspondance a été déjà adressée à la commission de sécurité et d'homologation des stades pour son inspection, a affirmé le DJS, Boubekour

Chechoune. Le projet, qui a nécessité un investissement public de 370 millions DA au titre du fonds spécial de développement des régions du Sud, est grandement attendu par les professionnels du secteur pour contribuer à la promotion de la pratique du football et l'émergence de jeunes sportifs talentueux dans la région. Le DJS d'Ouar-gla a, par ailleurs, souligné les efforts déployés pour le développement de cette discipline sportive et ayant permis à la wilaya de disposer actuellement de 21 stades dotés d'une pelouse synthétique, ainsi que de 45 pe-

titifs stades de proximité à travers ses différentes communes. S'agissant des autres structures de sports projetées, neuf (9) installations entre piscines et bassins de natation devront entrer en service au début du mois de juillet prochain, afin de permettre à une large frange de jeunes de pratiquer la natation, a fait savoir M.Chechoune en précisant que leurs équipements ont été déjà acquis. Un stage de formation a été organisé cette année en faveur de 80 personnes appelées à assurer l'encadrement de ces installations sportives, selon même responsable.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (4^E JOURNÉE/GR.B) MCA-MBABANE SWALLOWS : Les Algérois pour se rapprocher davantage des quarts de finale

Le MC Alger table sur les deux matchs de suite qu'il livrera à domicile pour valider son billet pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine de football, à commencer par le rendez-vous d'aujourd'hui (23h00) au stade du 5-juillet face à Mbabane Swallows (Swaziland), dans le cadre de la quatrième journée de la phase de poules (Gr. B).



Revigoré par sa récente qualification à la Ligue des champions la saison prochaine, le club de la capitale aborde cette rencontre avec un moral au beau fixe.

Les protégés de l'entraîneur Kamel Mouassa savent d'ailleurs qu'ils ont une chance inouïe pour sceller leur qualification aux quarts s'ils venaient à battre Mbabane puis les Sud-Africains de Platinum Stars (entre le 30 juin et le 2 juillet), évitant ainsi de disputer une "finale" sur le terrain du CS Sfax (Tunisie) lors de la 6^e et dernière journée.

«Si on gagne face à Mbabane on sera à 95% qualifiés aux quarts de finale. C'est dire l'importance de ce match pendant lequel l'erreur n'est pas permise», déclare le patron technique du MCA.

Il faut dire que Mouassa possède désormais une meilleure

idée sur son adversaire du jour, après le match aller des deux équipes à Mbabane soldé par un nul (0-0).

Voilà qui devrait l'aider à mettre en place la meilleure stratégie possible pour venir à bout de cette formation restée muette face aux Algériens et ce, pour la première fois depuis le début de son aventure africaine.

Et s'ils sont nombreux au "Doyen" à craindre les répercussions de la succession des matchs sur la fraîcheur physique de leurs joueurs, Mouassa, lui, reste serein à ce sujet, estimant qu'en optant, depuis quelques semaines, pour un "turn-over", il a permis à ses capés «d'arriver en forme à cette rencontre».

L'autre atout du Mouloudia d'Alger dans cette sortie sera le retour de ses joueurs blessés, à l'image du gardien de but Fawzi Chaouchi et de l'attaquant Hadj

Bougueche. Une bonne nouvelle pour le coach mouloudéen, surtout que son équipe est appelée à affronter le champion d'Algérie en titre, l'ES Sétif, samedi prochain au stade Omar-Hamadi (Alger), en demi-finales de la Coupe d'Algérie.

Une empoignée que les coéquipiers du capitaine Abderrahmane Hachoud veulent aborder avec un moral gonflé à bloc, et cela passe évidemment par un succès contre Mbabane.

Avant cette 4^e journée, c'est le CS Sfax qui occupe la première place du groupe B avec 6 points, suivi de MCA (5 pts) puis Mbabane (4 pts) et Platinum (1 pt).

Programme des rencontres

Groupe A :

Mardi 20 juin :

Club Africain (Tunisie) - FUS Rabat (Maroc)

Rivers United (Nigeria) - Kampala City (Ouganda)

Classement :

	Pts	J
1- FUS Rabat	6	3
-- Kampala City	6	3
3- Club Africain	3	3
-- Rivers United	3	3

Groupe B :

Mardi 20 juin :

MC Alger (Algérie) - Mbabane Swallows (Swaziland)

Mercredi 21 juin :

Platinum Stars (Afrique du Sud) - CS Sfaxien (Tunisie)

Classement :

	Pts	J
1- CS Sfaxien	6	3
2- MC Alger	5	3
2- Mbabane Swallows	4	3
4- Platinum Stars	1	3

Groupe C :

Mardi 20 juin :

Al-Hilal El Obeid (Soudan) - Smouha (Egypte)

Recreativo do Libolo (Angola) - Zesco United (Zambie)

Classement :

	Pts	J
1- Zesco Utd	6	3
2- Al-Hilal El Obeid	4	3
-- Smouha	4	3
4- Libolo	3	3

Groupe D :

Mardi 20 juin :

Horoya AC (Guinée) - CF Mounana (Gabon)

Supersport United (Afrique du Sud) - TP Mazembe (RD Congo)

Classement :

	Pts	J
1- Horoya	5	3
-- Supersport	5	3
-- Mazembe	5	3
4- CF Mounana	0	3

Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront en quarts de finale.

Le MJS s'engage à accompagner la Fondation de l'équipe du FLN dans la mise en œuvre de son programme

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) s'est engagé à accompagner la Fondation de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN) dans la mise en œuvre de son programme d'action tant au niveau local que national.

La décision a été prise par le ministre El Hadi Ould Ali au terme d'une entrevue lundi avec le président de la Fondation de la glorieuse équipe du FLN, Mohamed Maouche, accompagné de membres de son Bureau Exécutif, selon un communiqué du MJS.

Le ministre, en ouverture des débats, a expliqué sa démarche d'entamer le nouveau cycle de consultations avec les acteurs du mouvement sportif national, par la Fondation "en hommage à son action en direction de la jeunesse algérienne et de la pérennité des valeurs que la glorieuse équipe a toujours représentées. Les responsables de la Fondation ont exposé les grandes lignes de leurs programmes d'action basé notamment sur l'écriture de l'histoire, la transmission des valeurs et la formation".

Le premier responsable du département ministériel est revenu, par ailleurs, sur la convention liant le MJS et la Fédération algérienne de football (FAF), portant mise en œuvre des décisions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, relatives au soutien et à la promotion du football amateur, invitant la Fondation à "rejoindre cette démarche dans le cadre du prochain lancement de la clause portant prise en charge de la formation notamment des staffs techniques". Ce programme de rencontres bilatérales se poursuivra avec les fédérations sportives nationales pour la mise en place d'une feuille de route avec définition des objectifs à court, moyen et long termes, explique le MJS, précisant qu'il "travaillera en étroite collaboration avec les fédérations nationales pour assurer le retour de l'Algérie sur la scène sportive internationale".

COUPE D'ALGÉRIE DE FOOTBALL (DEMI-FINALE) CR BELOUZDAD - USM BEL-ABBÈS : Un choc pour une place en finale

Le CR Belouizdad et l'USM Bel-Abbès s'affronteront aujourd'hui au stade du 20-Août 1955 d'Alger (22h30) dans un match qui promet en intensité pour se disputer une place en finale de la Coupe d'Algérie de football.

Le Chabab qui court derrière «Dame Coupe» depuis 2009 et son dernier trophée remporté aux dépens du CA Bordj Bou Arréridj, aura à cœur de valider son passage à la 10^e finale de son histoire et du coup espérer mettre fin à une longue traversée du désert.

Le CRB, qui compte 6 Coupes d'Algérie dans son escarcelle, n'aura pas droit à l'erreur, de sur-

croît devant son public, assoiffé de consécérations.

«Le fait de jouer chez nous et devant nos supporters constitue déjà un avantage. Le faux pas est interdit d'autant qu'il y a une finale en jeu. Le match sera difficile et très disputé face à une belle équipe de Bel-Abbès.

Nous n'allons rien lâcher et tout faire pour aller en finale», a indiqué le capitaine belouizdadi Tarek Cherfaoui.

L'entraîneur marocain du CRB Badou Zaki, qui va, en cas d'élimination, diriger son dernier match avec le Chabab puisqu'il va rejoindre l'IR Tanger (Maroc) cet été, es-

père entrer dans l'histoire du club et offrir un trophée tant désiré par les amoureux du «rouge et blanc».

Le club phare de «Laâquiba» a remporté la Coupe d'Algérie en 1966, 1969, 1970, 1978, 1995 et 2009, perdant en finale lors des éditions de 1988, 2003 et 2012.

De son côté, l'USM Bel-Abbès, véritable révélation de la saison avec une 4^e place au classement final de la Ligue 1, abordera ce match avec l'intention de déjouer les pronostics et créer la surprise, d'autant qu'en championnat, les joueurs de l'entraîneur Si Tahar Chérif El Ouezzani ont pu revenir

avec la victoire du stade du 20-août (0-1) en octobre dernier, dans le cadre de la 8^e journée.

Toutefois, cette demi-finale ne se présente pas sous de bons auspices pour la formation de la «Mekerra», confrontée à une crise interne qui a poussé certains joueurs à boycotter les entraînements pour réclamer leurs arriérés, à la veille de ce rendez-vous capital.

L'USMBA, fondée en 1933, ne compte à son palmarès qu'une Coupe d'Algérie décrochée en 1991 aux dépens de la JS Kabylie (2-0).

Depuis, les gars de l'Ouest ont

eu un parcours mitigé dans l'épreuve populaire.

L'autre enjeu de cette rencontre est une qualification à la prochaine Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

En effet, la deuxième demi-finale de la coupe d'Algérie mettra aux prises le MC Alger et l'ES Sétif, soit le vice-champion d'Algérie face au champion, le 24 juin au stade Omar-Hamadi d'Alger (22h30).

Les deux équipes représenteront l'Algérie en Ligue des champions d'Afrique en 2018.

APS

LIGUE 1 MOBILIS :

Paul Put invité à prolonger son contrat, l'USMA veut retrouver la stabilité sur le banc

L'entraîneur belge de l'USM Alger Paul Put a révélé, dimanche en conférence de presse, avoir reçu une proposition du président du club, Rebouh Haddad, pour prolonger son contrat, une proposition qui traduit une prise de conscience au sein de la direction de la formation de la capitale qui a fait les frais des changements de ses coaches au cours du défunt exercice en perdant son titre de champion d'Algérie.

Ayant dominé copieusement le championnat de l'exercice 2015-2016 qu'elle a terminé avec une appréciable avance sur ses poursuivants, l'USMA a marqué le pas dès la saison suivante, donnant l'occasion à l'ES Sétif de lui succéder sur le toit du football national. A l'arrivée, les Rouge et Noir se sont contentés d'une troisième place au classement final du championnat, quoique qualificative à la Coupe de la Confédération la saison prochaine, mais qui ne correspond pas aux ambitions de la direction du club qui a d'ailleurs renforcé, l'été dernier, un effectif déjà riche. Mais les changements, au nombre de trois, intervenus à la barre technique des gars de Soustara lors du défunt exercice, leur ont porté un sérieux coup. La preuve, l'équipe a trouvé du mal même pour terminer sur le podium,

alors qu'elle a quitté la Coupe d'Algérie dès les huitièmes de finale. Heureusement d'ailleurs que les coéquipiers du gardien de but, Mohamed Lamine Zemmouch, sont toujours en course en Ligue des champions africaine, leur principal défi de l'année 2017, où ils mènent une bataille féroce autour des deux billets qualificatifs aux quarts de finale. De l'avis même des joueurs de l'USMA, les changements fréquents des entraîneurs se sont répercutés négativement sur leurs résultats, ainsi que leur rendement, un état de fait qu'ils déplorent, car ayant failli leur causer un parcours plus décevant. Ce constat aura ainsi donné matière à réfléchir au premier responsable du club, qui prône cette fois-ci la stabilité, en optant pour le maintien de l'ancien coach du Burkina Faso, lui, qui



a pourtant vérifié les bienfaits de la stabilité lorsque son équipe s'est adjugé le titre de champion lors de l'exercice 2015-2016 sous la houlette de Miloud Hamdi, resté en poste du début jusqu'à la fin du parcours, avec à clé une qualification histo-

rique à la finale de la Ligue des champions africaine. Ca n'a pas été toutefois le cas dès l'exercice suivant qui a connu le défilé de trois techniciens sur le banc usmiste, à savoir Adel Amrouche, Jean-Michel Cavalli et enfin Paul Put.

LIGUE DES CHAMPIONS/USM ALGER :

Hamzaoui qualifié par la CAF (club)

L'attaquant Okacha Hamzaoui, fraîchement prêté par Nacional Madeira (Portugal) à l'USM Alger est qualifié pour prendre part à la suite du parcours du club de la capitale dans la Ligue des champions d'Afrique de football, a indiqué la direction usmiste sur son site web officiel.

Hamzaoui pourrait même faire son baptême du feu sous le maillot rouge et noir dès mercredi à l'occasion de la réception du Zamalek d'Egypte au stade du 5-juillet (22h00), dans le cadre de la 4e journée de la phase de poules (Groupe B).

L'attaquant de 27 ans avait rejoint Nacional Madeira l'été dernier en provenance du

MO Béjaïa. Mais son expérience portugaise a tourné à l'échec après que sa nouvelle formation est descendue en deuxième division.

Pour le match contre le Zamalek, le dernier mot dans la participation de Hamzaoui reviendra à l'entraîneur Paul Put, sachant que le joueur accuse un retard sur le plan physique pour être resté inactif pendant un mois, précise-t-on de même source. Le Zamalek est leader du groupe B avec 5 points, suivi de l'USMA et du Ahly de Tripoli (Libye) qui comptent chacun quatre unités, alors que Caps United (Zimbabwe) ferme la marche avec 3 points.



Leicester City entre en scène pour Boudebouz



La formation de Leicester City (Premier league anglaise de football) a exprimé son souhait de s'attacher les services du milieu international algérien de Montpellier (Ligue 1/France) Riyad Boudebouz cet été, rappor-

teur de la plus belle saison de sa carrière lors du dernier

le joueur algérien lors du dernier mercato d'hiver, avant d'abandonner sa piste lors des derniers jours de la période des transferts.

Auteur de la plus belle saison de sa carrière lors du dernier

exercice avec 11 buts et 9 passes décisives en 33 matchs de Ligue 1, Boudebouz (27 ans) attire forcément les regards de plusieurs clubs européens à l'image de Newcastle, promu en Premier league anglaise, et surtout du Bayer Leverkusen (Div.1 allemande de football) qui a offert 12 millions d'euros.

Toutefois, l'offre formulée par les Allemands reste relativement loin de ce que réclament les dirigeants montpelliérains qui souhaitent 15 millions d'euros pour céder le joueur algérien.

Ayant atterri à Montpellier en 2015 en provenance du SC Bastia, Boudebouz a joué un rôle majeur dans le maintien du

club parmi l'élite française, ce qui a poussé la direction du président Louis Nicollin à le récompenser en lui offrant un bon de sortie.

Boudebouz, dont le contrat avec le club de l'Hérault court encore jusqu'en 2019, n'avait pas pris part à la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon en raison d'une blessure au genou.

Il a été retenu en revanche dans le groupe convoqué par le nouveau sélectionneur national l'Espagnol Lucas Alcaraz pour le match amical face à la Guinée (2-1) et le Togo (1-0), dans le cadre de la 1re journée (Gr. D) des qualifications de la CAN-2019 disputés les 6 et 11 juin à Blida.

L'AS Rome convoite Ghezal pour remplacer Mohamed Salah

Le directeur sportif de AS Rome (Serie A italienne de football) Monchi fait de l'aillier international algérien Rachid Ghezal, en fin de contrat avec l'Olympique Lyon (France) l'une des priorités du club vice-champion d'Italie en vue d'un éventuel recrutement cet été, rapportait hier dimanche le quotidien sportif Corriere dello Sport.

Le dirigeant romain voudrait faire de Ghezal le successeur de l'Egyptien Moha-

med Salah, annoncé du côté de Liverpool (Premier league anglaise), précise la même source.

Appelé à prolonger son contrat avec l'OL, Ghezal (25 ans) a fini par rejeter le nombreuses propositions qui lui ont été faites par le président lyonnais Jean-Michel Aulas. Outre la Roma, le joueur algérien intéresse plusieurs autres formations européennes à l'image de l'AC Milan et récem-

ment de l'Olympique Marseille. L'attaquant algérien, pur produit de la formation lyonnaise, qui souffrait d'une blessure, n'a pas été convoqué par le nouveau sélectionneur national l'Espagnol Lucas Alcaraz pour les deux rendez-vous : en amical face à la Guinée (2-1) et le Togo (1-0), comptant pour la 1re journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, disputés les 6 et 11 juin.

Le Club Africain veut chiper Faouzi Yaya à l'USM Alger



Le Club Africain, récent vainqueur de la Coupe de Tunisie de football, a fait du milieu offensif du MO Béjaïa (Algérie) Faouzi Yaya l'une de ses priorités estivales en vue d'un éventuel recrutement, rapportait la presse locale.

Les dirigeants tunisiens sont passés à la vitesse supérieure en prenant attache avec l'agent du joueur en prélude à une offre financière concrète, précise la même source.

Toutefois, le joueur âgé de 27 ans est fortement convoité par l'USM Alger (Algérie), qui selon la presse spécialisée nationale est sur le point d'officialiser son arrivée après avoir assuré celle de l'attaquant Okacha Hamzaoui en provenance de Nacional Madeira (Portugal).

Yaya s'est illustré lors de la campagne du MOB la saison dernière en Coupe de la Confédération africaine (CAF) où les «Crabes» ont pu atteindre la finale perdue face au TP Mazembe (aller 1-1, retour 4-1).

Le MO Béjaïa, relégué sans gloire en Ligue 2 après une saison catastrophique, va enregistrer un départ massif de ses cadres cet été, alors que la direction n'a pas encore désigné de nouvel entraîneur.

COUPE DE TUNISIE

(FINALE) :

Belkhit

«heureux»

de son premier titre avec le Club Africain

Le défenseur international algérien Mokhtar Belkhit s'est dit «heureux» d'avoir remporté son premier titre avec le Club Africain, vainqueur samedi de la Coupe de Tunisie de football après sa victoire en finale face à LÆUS Ben Guerdane (1-0).

«Je suis très heureux de remporter mon premier titre avec le Club Africain qui nous a permis de renouer avec ce trophée 17 ans après le dernier sacre.

La première finale disputée avec mon équipe la saison dernière face à l'ES Tunis (défaite 2-0) n'a pas été une réussite, mais aujourd'hui nous avons pu nous réconcilier avec notre public», a affirmé le joueur algérien, cité dimanche par la presse locale.

Le but de la victoire a été marqué dès la 2e minute de jeu par Saber Khalifa qui a été expulsé en fin de rencontre ainsi que le défenseur de LÆUS Ben Guerdane Mohamed Amine Ben Ismail après une altercation.

C'est le premier titre depuis 17 ans et le 12e remporté par le Club Africain après les sacres de 1965, 1967, 1968, 1969, 1970, 1972, 1973, 1976, 1992, 1998, 2000.

Belkhit (25 ans) s'était engagé l'été dernier avec le Club Africain pour un contrat de quatre ans en provenance du MCE Eulma (Ligue 2/Algérie).

Le natif d'Oran avait été convoqué pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon, disputant le premier match face au Zimbabwe (2-2) en tant que titulaire avant d'être relégué sur le banc lors des deux matchs suivants.

APS

Theo Hernandez va bien rejoindre le Real Madrid !

Prêté cette saison à Alavés par l'Aleffico Madrid, Theo Hernandez va bien rentrer dans la capitale espagnole, mais pas chez les Colchoneros. En effet, le média ibérique Marca affirme qu'un accord a été trouvé entre les deux clubs madrilènes et que le latéral gauche va bien rejoindre la formation dirigée par Zinedine Zidane. Le Real Madrid va déboursier 26 millions sur ce dossier payés en quatre échéances.



ASENSIO MET UN COUP DE PRESSION À SES DIRIGEANTS

Considéré comme le futur du Real Madrid, Marco Asensio semble faire l'unanimité chez les Merengue. Pétri de talent, le jeune milieu offensif espagnol espère s'inscrire dans la durée avec le club Merengue.

Pourtant, Asensio a tenu à prévenir ses dirigeants qu'il aspire à plus de temps de jeu la saison prochaine, et va scruter de près le recrutement du Real. Selon Diario Gol, la pépite espagnole verrait d'un mauvais œil le recrutement de joueurs évoluant dans son secteur de jeu. Et aurait averti ses dirigeants qu'il pourrait envisager un départ si c'était le cas.

La Juve débarque pour Guerreiro

Pour renforcer son couloir gauche, Chelsea serait prêt à proposer 62,7 millions d'euros à la Juventus Turin pour son latéral Alex Sandro. A ce prix-là, les Bianconeri pourraient céder le Brésilien. La Vieille Dame a d'ailleurs déjà une piste pour le remplacer.

Selon le journaliste italien de La Gazzetta dello Sport, Tancredi Palmeri, la Juve a contacté le Borussia Dortmund afin de prendre la température sur le dossier Raphaël Guerreiro (23 ans, 24 matchs et 6 buts en Bundesliga cette saison). Le BVB n'a sans doute pas l'intention de lâcher si facilement l'ancien Lorientais arrivé l'été dernier.



UNE ILLUSION POUR DEMBÉLÉ ?

En cas de départ de Cristiano Ronaldo, susceptible de signer son retour à Manchester United, le Real Madrid aurait déniché son remplaçant. Si l'on se réfère à Diario Gol, les Merengue feraient d'Ousmane Dembélé (Borussia Dortmund) leur priorité à ce poste. Mais le milieu offensif français, qui vient de boucler un premier exercice prometteur de l'autre côté du Rhin, a confié ne pas vouloir quitter le club de la Ruhr.

CUADRADO POURRAIT REJOINDRE LE PSG

Selon la Gazzetta dello Sport, le Paris Saint-Germain serait disposé à faire une offre pour le joueur de la Juventus Turin, Juan Cuadrado. En Italie depuis 2015, le Colombien pourrait quitter les vice-champions d'Europe si l'offre dépasse les 30M€. L'ancien joueur de Chelsea est sous contrat jusqu'en juin 2020.

ÇA SE PRÉCISE POUR BAKAYOKO

Antonio Conte et Chelsea traversent une zone de turbulences en ce moment. L'entraîneur et ses dirigeants s'opposent sur la gestion du cas Diego Costa, et sur le mercato. L'Italien trouve que son club n'est pas assez actif pour renforcer l'effectif du champion d'Angleterre. Pour apaiser les tensions, la direction des Blues serait prête à passer à l'action sur plusieurs dossiers dont Tiémoué Bakayoko. Selon le journal britannique The Guardian, Chelsea devrait prochainement faire une offre de 40 millions de livres (plus de 50 millions d'euros) à Monaco pour décrocher la signature du milieu de terrain français. Annoncé du côté de l'Angleterre depuis le début du mercato, le Français pourrait s'engager dans la semaine.



LE PRIX DE SCHMEICHEL EST CONNU



Malgré la saison moins flamboyante de Leicester, Kasper Schmeichel (30 ans, 30 matchs en Premier League cette saison) a été un des seuls Foxes à garder un niveau régulier ces derniers mois. Convoité par les plus grands clubs anglais, le Danois pourrait quitter le champion d'Angleterre 2016. Mais pour cela, il faudra mettre le prix. En effet, The Sun annonce que les dirigeants de Leicester ont fixé son prix de départ à 57 millions d'euros. Une somme très importante qui devrait refroidir ses prétendants.

ALGÉRIE-ETATS UNIS Le ministre de la Communication évoque avec l'ambassadeur US la dynamisation des échanges en matière d'information

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, Joan A. Polaschik, avec laquelle il a évoqué les moyens de développer et de dynamiser davantage les échanges entre les deux pays dans le domaine de la communication et de l'information, indique un communiqué du ministère de la Communication.

"Tout en saluant les acquis de la liberté d'expression et de la presse, ainsi que les avancées extraordinaires que le secteur de la communication a connues en Algérie, les deux parties se sont accordées à reconnaître la nécessité de poursuivre l'effort d'investissement dans la ressource humaine qui demeure le capital primordial", précise-t-on de même source.

C'est dans cet ordre d'idées qu'il a été convenu d'intensifier les échanges et la coopération entre les deux pays en matière de formation et de donner de la fluidité aux nombreuses initiatives qui sont prises en la matière en faveur du secteur".

Mme Polaschik, qui rendait une visite de courtoisie et d'adieu au ministre de la Communication, a renouvelé "son attachement et son amitié pour l'Algérie qu'elle entend évaluer à faire mieux connaître aux USA", car, a-t-elle, dit, "l'Algérie et les Algériens ont une très belle histoire à raconter au monde".

ALGÉRIE-CANADA M. Kaouane et l'ambassadeur du Canada examinent la coopération dans le domaine de la Communication

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Canada, Mme Isabelle Roy, dans le cadre d'une visite de courtoisie et d'adieu durant laquelle les deux parties ont examiné la coopération dans le domaine de la communication, indique un communiqué de ce ministère. L'entretien qui a permis de "mettre en perspective des relations algéro-canadiennes prometteuses, du fait d'une élite algérienne de plus en plus importante au Canada, a été l'occasion de passer en revue les nombreuses affinités qui existent entre les deux pays et qui donnent leur chance à des relations autrement plus intenses et plus fructueuses dans tous les domaines, et plus particulièrement dans le domaine de la communication et de l'information, la passerelle, par excellence", précise la même source.

Les deux parties "ont convenu, d'un commun accord, de la pertinence d'une coopération axée essentiellement sur la formation dans le domaine de la presse et des médias, et ce du fait des bouleversements professionnels et technologiques que connaît le secteur de la communication", ajoute le communiqué.

APS

ATTAQUE CONTRE UNE MOSQUÉE À LONDRES: L'Algérie condamne fermement "une agression terroriste haineuse" (MAE)

L'Algérie condamne "dans les termes les plus forts" l'attaque à la voiture bélier qui a ciblé dimanche soir des fidèles près de la mosquée de Finsbury Park à Londres et qui constitue "un acte répréhensible de terreur", a indiqué lundi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

"Cette agression terroriste haineuse contre d'innocents fidèles vise à l'évidence à attenter aux valeurs de paix, de tolérance et de diversité, mais la solidarité grandissante et agissante entre les communautés est à même de faire barrage à l'idéologie de la haine et de soustraire les sociétés ciblées au risque de division recherchée par les terroristes", a souligné M. Benali Cherif dans une déclaration à l'APS.

"Devant cette nouvelle manifestation de violence, nous présentons nos condoléances à la famille de la victime de cette attaque et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés, tout comme nous assurons de notre solidarité le gouvernement et le peuple britanniques", a ajouté le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.



Un ressortissant algérien parmi les blessés (MAE)

Un ressortissant algérien figure parmi les blessés de l'attaque terroriste perpétrée dimanche soir près de la mosquée de Finsbury Park à Londres, a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères

"Selon les informations recueillies par

notre consulat à Londres, un ressortissant algérien figure parmi les blessés de l'attaque terroriste perpétrée dans la soirée du 18 juin près de la mosquée de Finsbury Park à Londres", a précisé le porte-parole du MAE dans une déclaration à l'APS, ajoutant que "la victime immatriculée auprès de notre consu-

lat a été admise à l'hôpital dans un état assez grave".

"Son pronostic vital n'est cependant pas engagé", a rassuré M. Benali Cherif, soulignant que "notre consul à Londres s'est rendu ce jour à son chevet".

LOGEMENT:

M. Cherfa appelle à l'accélération des projets supervisés par les sociétés chinoises



Le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Youcef Cherfa a appelé hier lors de l'audience accordée à l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Yang Yuangu, à accélérer les travaux de réalisation des projets de logement assurés par les entreprises chinoises pour une livraison dans les délais fixés, indique un communiqué du ministère. Evoquant les relations de coopération entre l'Algérie et la Chine, le ministre a appelé à "accélérer les travaux de réali-

sation des projets de logement pour une livraison dans les délais fixés", précise la même source.

L'ambassadeur de Chine a fait part de sa volonté d'œuvrer à la mobilisation des entreprises de son pays afin de poursuivre la réalisation des projets de logement et d'équipement public qui leur sont confiés", ajoute le communiqué.

Les deux parties ont examiné également les principaux projets du secteur de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville.

L'Algérie accorde une nouvelle aide humanitaire aux populations libyennes des municipalités frontalières de Ghât, Oubari et Ghadamès (MAE)

Le Gouvernement algérien a accordé une nouvelle aide humanitaire de 30 tonnes aux populations voisines de Libye établies dans les municipalités de Ghât, d'Oubari et de Ghadamès, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Composée essentiellement de produits alimentaires et pharmaceutiques, cette aide a été acheminée et remise ce jour en concertation et en coordination avec les institutions légitimes libyennes", précise la même source, relevant que "ce nouveau geste qui témoigne de la solidarité de l'Algérie avec le peuple libyen notamment en ce mois sacré de Ramadhan, s'inscrit dans le prolongement des efforts constants que déploie l'Algérie pour aider ce pays

frère et voisin à surmonter la crise à laquelle il fait face depuis des années".

L'Algérie «entend maintenir cet élan de solidarité envers la Libye et poursuivre ses efforts en direction de toutes les parties libyennes pour les encourager et les accompagner sur la voie de la solution politique, du dialogue inter-libyen et de la réconciliation nationale, seuls à même de préserver l'intégrité de ce pays et l'unité de



son peuple», conclut le communiqué du MAE.